

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

26 JANVIER 1994

BUDGET ADMINISTRATIF

**des Services du
Premier Ministre pour
l'année budgétaire 1994 (11)
(Secteurs : Politique scientifique,
Education et Institutions
scientifiques culturelles nationales)**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE
SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION ET
DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET
CULTURELLES NATIONALES (1)

PAR M. CANDRIES

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Ducarme.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Candries, De Clerck,
Dupré, Schuermans, Van-
deurzen.
P.S. MM. Charlier (G.), Léonard,
Mme Lizin, M. Minet.
V.L.D. MM. Deswaene, Platteau,
Vautmans, Verwilghen.
S.P. MM. Dielens, Lisabeth,
Schellens.
P.R.L. MM. Ducarme, Pierard.
P.S.C. Mme Corbisier-Hagon,
M. Thissen.
Ecolo/ Agalev MM. De Vlieghere, Moraël.
VI. M. Wymeersch.
Blok

B. — Suppléants :

MM. Marsoul, Moors, Mme Nelis-
Van Liedekerke, MM. Pinxten,
Vandendriessche, Van Looy.
Mme Burgeon (C.), MM. Collart,
Gilles, Poty, Santkin.
MM. Bril, Cortois, Pierco, Taelman,
Vergote.
MM. Colla, De Bremaeker, Van der
Maelen, Van der Sande.
MM. Bertrand, Knoops, Kubla.
MM. Detremmerie, Gehlen, Lan-
gendries.
MM. Cheron, Defeyt, Geysels.
M. Caubergs, Mme Dillen.

Voir :

- 1239 - 93 / 94 :

- N° 1 : Budget administratif.
- N° 2 : Rapport.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

26 JANUARI 1994

ADMINISTRATIEVE BEGROTING

**van de Diensten van de
Eerste Minister voor het
begrotingsjaar 1994 (11)
(Sectoren : Wetenschapsbeleid,
Onderwijs en Nationale
Wetenschappelijke en
Culturele Instellingen)**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS
EN DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE
EN CULTURELE INSTELLINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER CANDRIES

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Ducarme.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Candries, De Clerck,
Dupré, Schuermans, Van-
deurzen.
P.S. HH. Charlier (G.), Léonard,
Mevr. Lizin, H. Minet.
V.L.D. HH. Deswaene, Platteau,
Vautmans, Verwilghen.
S.P. HH. Dielens, Lisabeth,
Schellens.
P.R.L. HH. Ducarme, Pierard.
P.S.C. Mevr. Corbisier-Hagon, H.
Thissen.
Ecolo/ Agalev HH. De Vlieghere, Moraël.
VI. H. Wymeersch.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Marsoul, Moors, Mevr. Nelis-
Van Liedekerke, HH. Pinxten,
Vandendriessche, Van Looy.
Mevr. Burgeon (C.), HH. Collart,
Gilles, Poty, Santkin.
HH. Bril, Cortois, Pierco, Taelman,
Vergote.
HH. Colla, De Bremaeker, Van der
Maelen, Van der Sande.
HH. Bertrand, Knoops, Kubla.
HH. Detremmerie, Gehlen, Lan-
gendries.
HH. Cheron, Defeyt, Geysels.
H. Caubergs, Mevr. Dillen.

Zie :

- 1239 - 93 / 94 :

- N° 1 : Administratieve begroting.
- N° 2 : Verslag.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce budget administratif au cours de ses réunions des 21 décembre 1993 et 12 janvier 1994.

I. — REMARQUES DES MEMBRES

M. De Clerck constate que les subventions aux diverses organisations culturelles du secteur cinématographique ont été, pour la deuxième fois consécutive, augmentées systématiquement et sensiblement en 1994. Il renvoie à la page 37 du budget administratif (Doc. n° 1239/1) et cite les chiffres suivants :

	1994	1993	1992
	—	—	—
1. Cinémathèque royale	45,0	42,0	40,0
2. Musée du cinéma	10,4	9,4	8,8
3. Archives cinématographiques d'histoire et d'actualités	4,0	3,0	—
4. ASBL « Décentralisation des films classiques et contemporains »	4,0	4,0	4,0

L'intervenant demande des précisions à propos de ce choix politique et des efforts croissants qui sont consentis en faveur du secteur cinématographique. Il demande notamment des explications en ce qui concerne l'ASBL « Décentralisation ».

L'intervenant souligne que l'on a opté à l'évidence pour une approche systématique en matière cinématographique, ce qui correspond à un choix politique. La même remarque vaut d'ailleurs pour les établissements scientifiques de l'Etat : on constate en effet que le ministre n'a aucunement l'intention de rendre opérationnelles les deux organisations faitières prévues par la loi.

En réponse aux interpellations sur le Théâtre royal de la Monnaie, le ministre avait déjà manifesté, le 12 janvier 1993, une série d'intentions et de bonnes résolutions pour répondre au malaise qui avait été constaté au sein de certaines institutions culturelles nationales.

Le 9 juillet 1993, au cours de l'examen dans la présente Commission du budget administratif ajusté pour 1993 (voir Doc. n° 1084, 1 et 3), on avait constaté que le ministre avait réduit la subvention à la Société philharmonique de 10 millions de francs. Ce montant a été partagé entre le Palais des Beaux-Arts et l'Orchestre national de Belgique, dont les crédits respectifs ont été augmentés de 5 millions de francs. Interrogé à ce sujet, le ministre de la Politique scientifique a notamment déclaré ce qui suit (Doc. n° 1084/3, p. 8) :

« Le ministre de la Politique scientifique répond que si la subvention allouée à la Société philharmonique a été réduite, c'est précisément pour pouvoir octroyer 5 millions de francs de plus à chacune des deux autres institutions précitées. Cette décision a

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavige administratieve begroting besproken tijdens haar vergaderingen van dinsdag 21 december 1993 en woensdag 12 januari 1994.

I. — OPMERKINGEN VAN DE LEDEN

De heer De Clerck stelt vast dat de toelagen aan de diverse culturele organisaties van de filmsector, voor de tweede opeenvolgende maal, systematisch en substantieel werden verhoogd in 1994. Hij verwijst naar bladzijde 37 van de administratieve begroting (Stuk n° 1239/1) en citeert de volgende toelagen :

	1994	1993	1992
	—	—	—
1. Koninklijk Filmarchief	45,0	42,0	40,0
2. Filmmuseum	10,4	9,4	8,8
3. Archieven voor historische films en actualiteitsbeelden	4,0	3,0	—
4. VZW « Decentralisatie van de klassieke en hedendaagse films » .	4,0	4,0	4,0

Spreeker wenst toelichting bij deze duidelijke beleidskeuze om een groeiende inspanning te doen voor film. Meer in het bijzonder wenst hij uitleg omtrent de VZW « Decentralisatie ».

Spreeker benadrukt dat met betrekking tot film hier duidelijk sprake is van een systematische aanpak, een beleidskeuze. Dezelfde aanpak geldt trouwens voor de nationale wetenschappelijke instellingen : hier stelt men namelijk vast dat er bij de minister geen intentie bestaat om de 2 wettelijk voorziene koepels ook werkelijk operationeel te maken.

Reeds in zijn antwoord op de interpellaties over de Koninklijke Muntchouwburg had de minister op 12 januari 1993 een hele reeks intenties en goede bedoelingen bekendgemaakt naar aanleiding van de malaise die was ontstaan in een aantal nationale culturele instellingen.

Op 9 juli 1993 — tijdens de bespreking in deze Commissie van de aangepaste administratieve begroting voor 1993 (zie Stuk n° 1084, 1 en 3) — werd vastgesteld dat de minister de subsidie aan de Filharmonische Vereniging had verminderd met 10 miljoen frank. Dit bedrag werd verdeeld tussen het Paleis voor Schone Kunsten en het Nationaal Orkest van België, die elk 5 miljoen frank meer kregen. Hierover ondervraagd antwoordde de minister van Wetenschapsbeleid (blz. 8, Stuk n° 1084/3) onder meer het volgende :

« De minister van Wetenschapsbeleid antwoordt dat de subsidie aan de Filharmonische Vereniging juist werd verminderd teneinde de twee andere vermelde organisaties elk 5 miljoen frank meer te kunnen toekennen. Deze beslissing werd onder meer

notamment été prise sur la base du rapport de Mme De Backer. Elle a aussi été dictée par la faiblesse manifeste des deux grandes institutions que sont le PBA et l'ONB et par leur dépendance vis-à-vis d'institutions intermédiaires telles que la Société philharmonique (pour l'ONB) et la Société des expositions (pour le PBA). Ces deux dernières sociétés paraissent en effet exercer une influence démesurée tout en ne respectant aucun équilibre politique ou linguistique au sein de leurs organes de gestion. Le gouvernement n'est pas non plus représenté au sein de ces organes par un commissaire du gouvernement et n'a par conséquent aucun moyen de savoir ni de contrôler ce qui s'y passe. Le ministre souhaite dès lors pouvoir se faire une idée plus précise du fonctionnement de ces institutions intermédiaires qui sont déterminantes pour le bon ou le mauvais fonctionnement des deux institutions de base précitées ».

Lors de l'examen de la note de politique générale pour 1994 au sein de la Commission, le ministre a répondu de la manière suivante au sujet de la proposition d'organiser, au cours de l'automne, un débat de fond sur la politique en matière d'institutions bicommunautaires (Doc. n° 1178/4, p. 31) :

« Le ministre partage les préoccupations de M. De Clerck. En ce qui concerne le Palais des Beaux-Arts, le ministre a demandé qu'un rapport lui soit adressé par Mme De Backer et, pour l'ONB, par M. Brassine. Ces deux rapports sont actuellement en possession du ministre et ce dernier a eu récemment un entretien avec les deux auteurs desdits rapports. En outre, un certain nombre de contacts sont prévus avec des institutions qui « gravitent » autour du Palais des Beaux-Arts, telles que la Société philharmonique. Le ministre tiendra également compte de la proposition de loi précitée de M. De Clerck.

Quoi qu'il en soit, la Commission ne sera pas non plus placée devant un fait accompli : le ministre viendra en Commission pour préciser les grandes lignes de sa politique ».

Ces citations tirées de documents parlementaires montrent très clairement que le ministre a promis d'organiser une concertation préalable avec la Commission.

Il ressort toutefois du budget administratif pour 1994, présentement à l'examen, que la subvention à la Société philharmonique (A.B. 61.14.33.14) — qui avait déjà été fortement réduite — a encore été fortement raboté, passant de 13,5 millions de francs (1993) à 5 millions de francs (1994), soit une diminution de 8,5 millions de francs ou plus de 60 % (A.B. 61.14.33.14). La même mesure draconienne est d'ailleurs prise à l'égard du Centre belge de documentation musicale (A.B. 61.14.33.15), dont la subvention est ramenée de 9,4 millions de francs (1993) à 4,4 millions de francs (1994).

M. De Clerck constate qu'il s'agit également, en l'occurrence, d'une intervention tout à fait manifeste

benomen op basis van het verslag van mevrouw De Backer. Bovendien is de minister hierin ook beïnvloed geweest door de manifeste zwakheid van grote instellingen zoals het PSK en het NOB en hun afhankelijkheid van intermediaire instellingen, zoals de Filharmonische Vereniging (voor het NOB) en de Maatschappij voor Tentoonstellingen (voor het PSK). Deze laatste twee verenigingen blijken immers een onevenredig grote invloed te hebben en noch een politiek noch een taalkundig evenwicht te respecteren in hun beheersorganen. Evenmin is de regering in deze organen vertegenwoordigd via een regeringscommissaris. Bijgevolg heeft de regering ook geen enkel zicht noch controle op wat binnen deze instellingen gebeurt. De minister wenst dan ook klaarder te kunnen zien in het functioneren van deze intermediaire instellingen, welke bepalend zijn voor het al of niet « draaien » van de voormelde « basisinstellingen ».

Wanneer vervolgens de beleidsnota voor 1994 in de Commissie wordt besproken, gaf de minister volgend antwoord op de vraag om in het Parlement tijdens het najaar een debat ten gronde te organiseren over het beleid met betrekking tot de bicommunautaire instellingen (Stuk 1178/4, blz. 31) :

« De minister deelt de bezorgdheid van de heer De Clerck. Voor het PSK heeft de minister een verslag gevraagd van mevrouw De Backer, voor het NOB van de heer Brassine. Beide rapporten zijn momenteel in bezit van de minister en deze laatste heeft met beide auteurs recent een onderhoud gehad. Daarnaast zijn nog een aantal contacten gepland met instellingen, die « graviteren » rond het PSK, zoals de Filharmonische Vereniging. De minister zal ook rekening houden met voornoemd wetsvoorstel van de heer De Clerck.

In elk geval zal de Commissie niet voor voldongen feiten worden geplaatst : de minister zal de krachtlijnen van zijn beleid op voorhand in de Commissie komen toelichten ».

Bovenstaande citaten uit parlementaire stukken bevestigen zeer duidelijk dat de minister beloofd heeft vooraf overleg te plegen met de Commissie.

Uit de voorliggende administratieve begroting 1994 blijkt evenwel dat de toelage aan de Filharmonische Vereniging — die reeds drastisch was ingekrompen —, nogmaals en in grote mate wordt verminderd, met name van 13,5 miljoen frank (1993) tot 5 miljoen frank (1994) zijnde een vermindering met 8,5 miljoen frank of van meer dan 60 % (B.A. 61.14.33.14). Een zelfde draconische maatregel wordt trouwens genomen ten aanzien van het Belgisch Centrum voor Muziekdocumentatie (B.A. 61.14.33.15), waarvan de toelage daalt van 9,4 miljoen frank in 1993 tot 4,4 miljoen frank voor 1994.

De heer De Clerck stelt vast dat het ook hier om een zeer duidelijke en weloverwogen ingreep gaat,

et opérée sciemment, qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie précise et coïncide avec le gel des fonds procurés par la Loterie Nationale. Il conclut que cette intervention sonne le glas de la Société philharmonique, en dépit de la promesse du ministre de ne pas mettre la Commission devant le fait accompli et d'organiser un échange de vues préalable. En outre, cette intervention s'inscrit dans le cadre d'une conception de la politique culturelle inspirée par une idéologie diamétralement opposée à celle de l'intervenant : le ministre méconnaît délibérément la valeur de l'« échelon intermédiaire », c'est-à-dire de ce champ d'action situé à mi-chemin entre les pouvoirs publics et les artistes et dans lequel s'inscrivent les efforts déployés par des bénévoles; il souhaite manifestement mener une politique culturelle centralisatrice.

M. De Clerck estime par conséquent que ce budget administratif n'est pas conforme au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses 1994 et qu'il doit dès lors être amendé en ce qui concerne la Société philharmonique, faute de quoi l'intervenant déposera une proposition de motion motivée constatant la non-conformité susmentionnée.

*
* *

M. Mayeur souligne d'abord que le budget administratif à l'examen contient également un certain nombre d'éléments positifs, et notamment l'augmentation de plusieurs subventions, parmi lesquelles celle qui est allouée au Théâtre royal de la Monnaie (A.B. 61.39.41.21).

La diminution, de 23 millions en 1992 à 5 millions de francs en 1994, des subventions accordées à la Société philharmonique a cependant des conséquences dramatiques pour cette institution et pourrait même aboutir à la cessation des paiements. Il ne faut pas perdre de vue, à ce propos, que la Société philharmonique fournit également des fonds à l'ONB, servant notamment à rémunérer certains musiciens de l'ONB.

Comme l'intervenant précédent, M. Mayeur rappelle que le ministre avait pourtant fait certaines promesses en 1993.

Les activités de la Société philharmonique sont d'ailleurs de plus en plus appréciées. Le nombre d'abonnements a augmenté de quelque 40 % cette saison. La société fonctionne bien et remplit un certain nombre de fonctions sociales à la satisfaction de tous. En revanche, le ministre en a apparemment assez des organisations intermédiaires (incontrôlables).

M. Mayeur est disposé à débattre du rôle et de l'utilité de ces organisations intermédiaires. Il fait observer, de manière plus générale, que dans le dossier des institutions bicommunautaires, le rôle des deux communautés est maintenu artificiellement, ayant les compétences en matière culturelle été

die kadert in een bepaalde strategie en die samenvalt met een bevrozing van de door de Nationale Loterij verschaftte fondsen. Hij besluit dat deze ingreep het einde van de Filharmonische Vereniging betekent, ondanks de belofte van de minister om de Commissie niet voor voldongen feiten te plaatsen en om voorafgaandelijk een gedachtenwisseling te zullen organiseren. Bovendien gebeurt deze ingreep in het kader van een ideologische visie inzake cultuurbeleid die grondig verschilt van die van het lid : de minister miskent de waarde van het intermediaire niveau of, met andere woorden, van de inspanningen van vrijwilligers en wenst blijkbaar een centralistisch cultuurbeleid te voeren.

De heer De Clerck is dan ook van mening dat deze administratieve begroting niet in overeenstemming is met inhoud en doelstellingen van de algemene uitgavenbegroting voor 1994. Deze administratieve begroting moet dan ook worden geamendeerd wat de Filharmonische Vereniging aangaat. Indien zulks niet gebeurt, kondigt spreker aan een voorstel van gemotiveerde motie te zullen neerleggen waarbij voormelde niet-overeenstemming wordt vastgesteld.

*
* *

De heer Mayeur wenst vooraf te benadrukken dat onderhavige administratieve begroting ook een aantal positieve elementen bevat, met name de verhoging van een aantal toelagen, onder meer die aan de Koninklijke Muntshouwborg (B.A. 61.31.41.21).

De vermindering van de toelage aan de Filharmonische Vereniging van 23 miljoen frank in 1992 tot 5 miljoen frank in 1994 heeft dramatische gevolgen voor de betrokken instelling, en zou zelfs tot een staking van de betalingen kunnen leiden. Men vergeet in dit verband ook niet dat er geldstromen bestaan van de Filharmonische Vereniging naar het NOB, onder meer om de salarissen van bepaalde muzikanten van het NOB te betalen.

Zoals vorige spreker herinnert de heer Mayeur eraan dat de minister nochtans bepaalde beloften had gedaan in de loop van 1993.

De activiteiten van de Filharmonische Vereniging worden trouwens meer en meer op prijs gesteld : zo is het aantal abonnementen dit seizoen met ongeveer 40 % gestegen. De Vereniging functioneert goed en vervult op bevredigende wijze een aantal sociale functies. De minister daarentegen heeft blijkbaar genoeg van de (oncontroleerbare) intermediaire organisaties.

De heer Mayeur is bereid om een debat aan te gaan over de rol en het nut van dergelijke intermediaire organisaties. Meer algemeen wijst hij erop dat de rol van de twee gemeenschappen in het dossier van de bicommunautaire instellingen op kunstmatige wijze wordt gehandhaafd. Het is immers zo dat

transférées intégralement aux communautés. Un transfert éventuel de la Société philharmonique — ou d'autres institutions — aux deux communautés devrait évidemment aller de pair avec un transfert des crédits correspondants.

*
* *

M. Lisabeth se rallie au point de vue des intervenants précédents. Pour quelles raisons le ministre a-t-il, en deux ans, ramené la subvention de 23 à 5 millions de francs? Pourquoi et comment les moyens mis à disposition par la Loterie nationale ont-ils aussi été bloqués? L'intervenant fait observer, à cet égard, que de telles mesures draconiennes décidées par le ministre effraient évidemment aussi les sponsors privés. Cette évolution est d'autant plus regrettable que la Société philharmonique semblait précisément avoir pris un nouveau départ.

*
* *

M. Platteau se rallie également aux observations formulées par les intervenants précédents.

*
* *

M. Simons fait observer que la Société Philharmonique de Bruxelles, une des premières sociétés de concerts du pays, a de brillantes ambitions. Il rappelle, à ce propos comme le faisait *Le Soir* des 18 et 19 décembre, l'extrait du guide culturel « Le tout Bruxelles » : « Tant par la qualité que par la diversité des concerts produits, la renommée des chefs et des solistes invités, la Philharmonique occupe un point focal incontesté dans la vie musicale de Bruxelles. Aujourd'hui, sous l'action de Paul Dujardin, un renouveau la conduit à une nouvelle ambition : l'écoute partagée par le plus grand nombre de la musique vivante, tant au niveau de la création contemporaine que de la relecture des œuvres du patrimoine classique. Soutenir le courage et la qualité artistique, garder la mémoire, conserver le présent, préparer l'avenir. Tel est son programme ».

Une réflexion fondamentale s'entame à ce sujet dès la nomination de Paul Dujardin à la tête de la Société Philharmonique de Bruxelles, au mois d'avril 1992. Le ministre de l'époque, M. Tobback, a fait — avec le conseil d'administration — un bon choix. Le consultant McKinsey a été chargé de procéder à un audit des trois institutions concernées, la Société philharmonique de Bruxelles (asbl), l'Orchestre

de bevoegdheid op het stuk van cultuur integraal is overgeheveld naar de gemeenschappen. Een eventuele overdracht van de Filharmonische Vereniging of van andere instellingen aan de twee gemeenschappen zou uiteraard vergezeld moeten gaan met een overdracht van de overeenstemmende kredieten.

*
* *

De heer Lisabeth wenst zich aan te sluiten bij de vorige sprekers. Welke argumenten heeft de minister om de toelage op 2 jaar terug te brengen van 23 tot 5 miljoen frank? Waarom en hoe werden tevens de door de Nationale Loterij ter beschikking gestelde middelen geblokkeerd? Spreker merkt in dit verband op dat dergelijke forse ingrepen vanwege de minister uiteraard ook de private sponsors doet aanzelen om over de brug te komen. Dit alles is des te betreurenswaardiger daar de Filharmonische Vereniging een nieuwe start bleek te hebben genomen.

*
* *

De heer Platteau van zijn kant verklaarde zich eveneens aan te sluiten bij de opmerkingen van de vorige sprekers.

*
* *

De heer Simons merkt op dat de Filharmonische Vereniging van Brussel, een van de belangrijkste concertverenigingen van het land, ambitieuze plannen heeft. Hij haalt in dat verband, net zoals *Le Soir* van 18 en 19 december 1993, een uittreksel aan uit de culturele gids « Le tout Bruxelles » : « Zowel door de kwaliteit als door de diversiteit van de concerten die zij brengt, alsmede door de faam van de dirigenten en solisten die ze uitnodigt, neemt de Filharmonische Vereniging in het Brusselse muziekleven een onbetwistbare eersterangsplaats in. Vandaag heeft ze, onder impuls van Paul Dujardin, de vernieuwing in haar vaandel geschreven en koestert ze een nieuwe ambitie : ze wil levende muziek voor het grootst mogelijke aantal toehoorders brengen en zulks zowel met hedendaagse creaties als met een nieuwe interpretatie van het klassieke muzikale erfgoed. De artistieke durf en kwaliteit bevorderen, de herinnering levend houden, de toekomst voorbereiden : dat is waar ze voor staat. »

Bij de benoeming van Paul Dujardin aan het hoofd van de Filharmonische Vereniging van Brussel in april 1992 werd meteen een fundamentele reflectie op gang gebracht. De toenmalige bevoegde minister, de heer Tobback had, in samenspraak met de raad van bestuur, een goede keuze gemaakt. Aan het adviesbureau McKinsey werd gevraagd de werking van de Filharmonische Vereniging van Brussel, het Na-

national de Belgique (parastatal B) et le Palais des Beaux-Arts (parastatal B).

Le rapport McKinsey, qui a été établi à titre gracieux, a été bien accueilli par le ministre de la Politique scientifique qui a accepté les conclusions du rapport dans une communication à la Chambre en janvier 1992 et qui n'a pas remis en cause le statut d'asbl de la Philharmonique.

Depuis cette communication, plus rien ne s'est fait, sauf l'annonce de la diminution du subside de 23 300 000 francs à 13 300 000 francs pour l'année 1993. C'est la surprise totale, car il semble que le ministre se soit engagé de façon formelle pour le subside de 23 300 000 francs en octobre 1992, ce qui avait permis, comme il est de coutume dans les institutions culturelles, d'emprunter auprès du Crédit Communal.

Le dossier Loterie Nationale est lui aussi bloqué. Toutes les vérifications ont été faites. Le subside de 2 500 000 francs, payé régulièrement par la Loterie Nationale, est bloqué par le cabinet pour 1992. Qu'en est-il du subside 1993?

Peu après le ministre annonce à la Philharmonique une réduction d'encore 8 millions de francs pour 1994. Reste donc 5 millions de francs de subsides au lieu de 23,3 millions de francs. Et semble-t-il 1,350 millions de francs au lieu de 2,5 millions de francs annuellement de la Loterie. Ces chiffres sont-ils exacts? De plus, croyant aux promesses de fin 1992, la Philharmonique a déjà reçu une avance — comme il est normal — de sa banque le Crédit Communal et elle risque par conséquent de se retrouver en difficulté.

M. Simons a l'impression que le ministre veut étrangler financièrement la Philharmonique qui pourtant organise maintenant 170 concerts annuellement. Les décisions arbitraires qu'il a prises ont évidemment des conséquences sur le parrainage. Six sociétés se sont engagées à aider structurellement de façon importante la Société Philharmonique de Bruxelles moyennant une amélioration structurelle de la vie musicale bruxelloise, ce que la Philharmonique a réalisé grâce à son nouveau dynamisme.

Des 10 000 000 de francs enlevés à la Société Philharmonique de Bruxelles, 5 000 000 de francs ont été versés à l'Orchestre National de Belgique. Or, il faut rappeler que la Société Philharmonique est le producteur de l'Orchestre National (production, vente également) et qu'un orchestre de la dimension de l'ONB (92 musiciens) dispose normalement d'une équipe d'une dizaine de personnes. L'Orchestre National a seulement trois personnes à son service, le travail ayant jusqu'ici été effectué par la Société philharmonique de Bruxelles et aux frais de celle-ci.

tionaal Orkest van België (parastatale instelling B) en het Paleis voor Schone Kunsten (parastatale instelling B) door te lichten.

Het McKinsey-rapport dat kosteloos werd verstrekt kon bij de minister van Wetenschapsbeleid op een goed onthaal rekenen, want hij heeft de conclusies ervan aanvaard in een mededeling aan de Kamer in januari 1992. Daarin werd het statuut van de Filharmonische als vzw ongemoeid gelaten.

Sinds die mededeling is er niets meer gebeurd. Alleen werd aangekondigd dat de subsidie voor 1993 van 23 300 000 frank tot 13 300 000 frank zou worden ingekrompen. Dat kwam als een volslagen verrassing aan, want kennelijk had de minister zich in oktober 1992 formeel verbonden tot een toelage van 23 300 000 frank, wat de mogelijkheid opende, zoals het de geplogendheid is in culturele instellingen, een lening aan te gaan bij het Gemeentekrediet.

Ook het dossier van de Nationale Loterij is geblokkeerd. Alle verificaties werden gedaan. De subsidie van 2 500 000 frank, die geregeld door de nationale Loterij werd betaald, werd voor 1992 door het kabinet geblokkeerd. Wat gebeurt er met de subsidie voor 1993?

Kort daarop liet de minister aan de Filharmonische weten dat voor 1994 de toelage nog met 8 miljoen zou worden verminderd. Rest dus 5 miljoen aan subsidies in plaats van 23,3 miljoen. Naar verluidt zou bovendien de subsidie door de Nationale Loterij van 2,5 miljoen per jaar op 1,350 miljoen worden gebracht. Kloppen die cijfers? Op grond van de beloften van eind '92, heeft de Filharmonische Vereniging — zoals gebruikelijk is — al een voorschot gekregen van het Gemeentekrediet. Ze dreigt dan ook in financiële moeilijkheden te geraken!

De heer Simons heeft de indruk dat de minister de Filharmonische Vereniging financieel wil wurgen, ofschoon ze vandaag jaarlijks 170 concerten organiseert. De willekeurige beslissingen van de minister hebben vanzelfsprekend gevolgen voor de sponsoring. Zes ondernemingen hebben zich ertoe verbonden de Filharmonische Vereniging van Brussel de aanzienlijke structurele steun te verlenen, voor zover in het Brusselse muziekleven de nodige structurele verbeteringen werden aangebracht. Zulks wist de Filharmonische Vereniging te verwezenlijken dank zij haar herwonnen dynamisme.

Van de 10 miljoen frank die van de Filharmonische Vereniging van Brussel zijn ingehouden, is een bedrag van 5 miljoen frank aan het Nationaal Orkest van België doorgestort. Er mag evenwel niet uit het oog worden verloren dat de Filharmonische Vereniging de producent van het Nationaal Orkest is (productie en verkoop), alsmede dat een orkest van de grootte van het Nationaal Orkest van België met 92 muzikanten normalerwijze over een ploeg van een tiental personen beschikt. Het Nationaal Orkest heeft slechts 3 personen in dienst. Tot dusverre werd het werk door en op kosten van de Filharmonische Vereniging van Brussel gedaan.

Les 5 millions de francs restants ont été versés au Palais des Beaux-Arts, sans que celui-ci ait demandé une augmentation de sa subvention.

Il faut savoir que la Société philharmonique de Bruxelles doit verser annuellement au Palais des Beaux-Arts une somme importante (en 1992, plus de 15 millions de francs) (location des salles, vente des tickets, etc.).

Ces 5 millions de francs semblent bloqués par le ministre du budget. Est-ce le cas pour cette somme-là ou également pour les transferts de la Philharmonique à l'ONB? Les 5 millions de francs affectés nouvellement au Palais des Beaux-Arts seraient ainsi divisés : un million pour améliorer le système de location et quatre pour la communication externe au profit des sociétés affiliées. Un plan précis, et à l'avantage de quelles sociétés et comment, existe-t-il? Cent dix-huit ans de présence musicale hors des conflits communautaires c'était trop beau.

L'orateur admet qu'il ne faut pas voir trop grand et qu'il faut payer les dépenses qui ont été faites. Il aimerait, à ce propos, savoir s'il est exact que la Société philharmonique doit, au 30 novembre 1993, plus de 16 millions de francs au Palais des Beaux-Arts, auxquels il faut ajouter plus de 18 millions d'arriérés. Quelle est la situation actuelle, y compris d'un éventuel plan d'apurement. On ne peut toutefois accepter une coupure brutale des subventions, car il faut, s'il y a défaut, prendre des mesures conservatoires afin d'éviter que la situation ne devienne sans issue.

M. Simons souligne aussi que bien d'autres sociétés affiliées doivent beaucoup d'argent au Palais des Beaux-Arts. Il aimerait en connaître l'inventaire.

Ce versant positif est très important : la Société philharmonique lance à divers orchestres belges, et surtout au plus prestigieux d'entre eux, celui de Liège, de nombreuses invitations. Et les deux dizaines de millions de subsides qui sont allouées à la Société contribuent largement au rayonnement de la vie musicale dans notre pays.

L'orateur insiste : La Société Philharmonique développe ses activités de façon extrêmement satisfaisante pour la vie musicale :

- augmentation de 40 % du nombre d'abonnés (par rapport à la saison précédente);
- salles pleines aux concerts; la Société Philharmonique de Bruxelles touchera près de 300 000 auditeurs pendant la saison 1993-1994 (soit une augmentation de 20 %);
- réduction des frais salariaux; équipe soudée fonctionnant pour un bon nombre de concerts doublé par rapport à la saison 1992-1993;

Het resterende bedrag van 5 miljoen frank is aan het Paleis voor Schone Kunsten (PSK) doorgestort, zonder dat deze laatste om een verhoging van haar toelage heeft gevraagd.

De Filharmonische Vereniging van Brussel moet het Paleis voor Schone Kunsten jaarlijks een aanzienlijk bedrag uitkeren (meer dan 15 miljoen frank in 1992) (verhuur van zalen, kaartverkoop enzovoort).

De minister van Begroting heeft dit bedrag van 5 miljoen frank kennelijk geblokkeerd. Geldt zulks voor dit bedrag alleen of ook voor de stortingen van de Filharmonische aan het Nationaal Orkest van België? Het recentelijk aan het PSK gestorte bedrag van 5 miljoen frank zou als volgt te verdelen zijn : 1 miljoen frank voor de verbetering van de huurregeling en 4 miljoen frank voor de externe communicatie ten behoeve van de aangesloten verenigingen. Bestaat er een precies plan? Zo ja, ten gunste van welke verenigingen en wat is de inhoud ervan? 118 jaar muzikale aanwezigheid zonder enig communautair conflict ware te mooi geweest.

Spreker erkent dat men de zaken niet te groots moet willen zien en dat de gemaakte kosten moeten worden betaald. Terzake wenst hij te weten of het klopt dat de Filharmonische Vereniging per 30 november 1993 het Paleis voor Schone Kunsten nog 16 miljoen frank verschuldigd is, waarbij nog 18 miljoen frank aan achterstallen moeten worden gerekend. Spreker vraagt wat momenteel de stand van zaken is en of er eventueel een aanzuiveringsplan bestaat. De subsidies mogen evenwel niet brutaal worden afgesneden. In geval van tekortkomingen, dienen bewarende maatregelen te worden genomen om te voorkomen dat de toestand uitzichtloos wordt.

De heer Simons benadrukt dat vele andere aangesloten verenigingen grote bedragen aan het PSK verschuldigd zijn. Hij wenst een lijst van de betrokken verenigingen te krijgen.

Het is van groot belang dat de zaken goed gaan, aangezien verschillende Belgische orkesten, en niet van de minste, zoals bijvoorbeeld het orkest van Luik, door de Filharmonische Vereniging vaak worden uitgenodigd. De subsidies ten belope van twintig miljoen frank die aan de Filharmonische Vereniging worden verleend, helpen in grote mate mede aan de uitstraling van het muziekleven in ons land.

Spreker beklemtoont dat de Filharmonische Vereniging haar activiteiten op een voor het muziekleven uiterst bevredigende wijze ontplooit :

- het aantal abonnees is vergeleken bij het vorige seizoen met 40 % toegenomen ;
- de concertzalen lopen vol ; de Filharmonische Vereniging van Brussel zal tijdens het seizoen 1993-94 ongeveer 300.000 toeschouwers aantrekken (wat een stijging met 20 % is) ;
- de loonkosten werden gedrukt ; een hecht team verzorgt de organisatie van een groot aantal concerten, dat vergeleken bij het seizoen 1992-93 is verdubbeld ;

- coordination avec les autres institutions engagées dans la vie musicale du Palais des Beaux-Arts (Europalia, Monnaie, Festival de Flandre, Festival de Wallonie, Ars Musica);

- budget en équilibre, sauf pour la diminution des subsides publics;

- relations améliorées avec l'Orchestre National de Belgique;

- doublement du nombre de membres patrons;

- augmentation de 30 % du nombre des Amis de la Philharmonique.

Est-ce que le ministre veut tuer cet outil de création et d'expression culturelles? Supprimer son statut d'ASBL parce qu'« on ne sait pas trop où va l'argent »? Il peut la contrôler en y associant, si l'on en croit M. De Bandt, le président, un membre du conseil d'administration ou même un commissaire du gouvernement. Où en est le rapport de M. Brassine; a-t-il recommandé cette réduction de subside de 82 % en deux ans?

Le ministre déclare régulièrement qu'il n'y a pas de ministre fédéral de la culture. Qu'il lui revient de gérer un secteur, sans plus. Mais il faut plus que gérer. Il faut créer. Faire de la politique, c'est faire des choix. Et le choix du ministre paraît arbitraire, non-réfléchi et surtout non-concerté avec les associations concernées.

Pour terminer, M. Simons prie le ministre de bien vouloir comprendre la bonne foi de la Société philharmonique en discutant avec son président afin de mettre au point une forme de tutelle budgétaire qui garantisse la vie et l'expression culturelles de nos communautés dans leur capitale commune.

*
* *

M. Candries pose les questions suivantes à propos de la recherche scientifique :

1. Recherche et développement dans le cadre national (programme 60.1)

Il existe, au sein de ce programme, un fonds organique avec un solde de 576 millions de francs qui devrait augmenter de 57 millions de francs net au cours de l'année budgétaire.

Au premier janvier 1992, le solde s'élevait à 368,2 millions de francs.

Par rapport aux recettes de ce fonds (remboursements d'avances récupérables, redevances et rétributions pour travaux effectués pour compte de tiers), le

- er is een coördinatie met de overige instellingen die inzake het muziekleven in het PSK actief zijn (Europalia, de Munt, Festival van Vlaanderen, Festival de Wallonie, Ars Musica) ;

- de begroting is sluitend, de vermindering van de overheidssubsidies buiten beschouwing gelaten ;

- de relaties met het Nationaal Orkest van België zijn verbeterd ;

- het aantal sponsors is verdubbeld ;

- het ledenbestand van de vriendenkring van de Filharmonische is met 30 % toegenomen.

Is de minister voornemens dit instrument van culturele schepping en expressie te fnuiken? Wil hij de Filharmonische Vereniging haar statuut van vereniging zonder winstoogmerk ontnemen omdat het zagezegd « niet duidelijk is waar het geld naartoe gaat »? Hij kan de vereniging evenwel controleren door, zoals de heer De Bandt vooropstelt, er de voorzitter of een lid van de raad van bestuur of zelfs een regeringscommissaris bij te betrekken. Waar blijft het rapport van de heer Brassine? Komt de aanbeveling om de subsidie op twee jaar tijd met 82 % te verlagen, van hem?

De minister verklaart op gezette tijden dat er geen federale minister voor culturele aangelegenheden is. Hij voegt daaraan toe dat zijn taak er louter in bestaat een sector te beheren. Er is evenwel meer nodig dan alleen maar beheer. Er moet worden gecreëerd. Om politiek te bedrijven moet men keuzen maken. En de keuze die de minister heeft gemaakt, lijkt willekeurig en ondoordacht te zijn en is met name niet tot stand gekomen na overleg met de betrokken verenigingen.

Tot slot verzoekt de heer Simons de minister in te zien dat de Filharmonische Vereniging van goede wil is, en vraagt hem daarom met haar voorzitter een gesprek aan te knopen ten einde een vorm van budgetair toezicht uit te werken waardoor het culturele leven en de culturele expressie van onze Gemeenschappen in hun gemeenschappelijke hoofdstad kunnen worden gegarandeerd.

*
* *

De heer Candries stelt volgende vragen met betrekking tot het wetenschappelijk onderzoek :

1. Onderzoek en ontwikkeling op nationaal vlak (programma 60.1)

Binnen dit programma bestaat een organiek fonds met een saldo van 576 miljoen en dat in de loop van het begrotingsjaar zou aangroeien met 57 miljoen frank netto.

Op 1 januari 1992 bedroeg het saldo 368,2 miljoen frank.

Tegenover de inkomsten van dit fonds (terugbetalingen van terugvorderbare voorschotten en vergoedingen voor werken voor derden) staan slechts be-

montant des dépenses est fort limité : 6 millions de francs pour des recherches et missions pour compte de tiers (l'intervenant suppose qu'il s'agit d'évaluations pour la CE) et également 7,5 millions de francs (engagements comme en 1993) pour le financement de recherches d'aide à la décision politique.

A quels projets concrets est destiné cet argent? Ce crédit représente-t-il un complément au crédit « recherches d'initiative ministérielle »? Pourquoi ces recherches sont-elles financées par le fonds organique?

A-t-on, en ce qui concerne ce fonds, des projets qui profiteraient à la recherche scientifique? Si ce fonds n'a plus d'avenir, il conviendrait de verser ces réciprocités d'avances directement au Trésor, sans passer par le fonds organique.

2. Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique

Cette institution reçoit une subvention de 291,8 millions de francs destinée à rembourser en dix tranches annuelles d'un emprunt contracté en 1959, remboursable après 30 ans et assorti de la garantie de l'Etat.

Cette fondation occupe-t-elle encore du personnel? Déploie-t-elle encore d'autres activités? Publie-t-elle un rapport annuel?

3. Etablissements scientifiques fédéraux

L'intervenant constate qu'un budget global de 242 millions de francs a été prévu dans ces établissements pour les rémunérations du personnel autre que statutaire. Il croit également savoir qu'il y a quelque 200 emplois vacants dans les établissements scientifiques. De plus, la répartition de ces contractuels dans les différents établissements provoque sans doute quelques tensions : certains se voient attribuer des contractuels au-delà de leur cadre, alors que d'autres, confrontés à une sous-occupation de leur cadre, ne reçoivent guère de renforts.

Le ministre envisage-t-il de remplacer les nombreux contractuels par des agents statutaires afin d'aboutir à un meilleur équilibre?

Des enseignants détachés seraient également maintenus en fonction à charge de ces crédits. Il est vrai qu'il a été mis fin récemment au détachement d'une vingtaine d'enseignants.

Combien d'enseignants détachés ont-ils été renvoyés dans leur service d'origine? Quelle est la proportion de néerlandophones et de francophones? Ont-ils été renvoyés sur proposition des directeurs des établissements? A-t-on procédé à de nouveaux détachements?

*
* *

perkte uitgaven : 6 miljoen voor de financiering van onderzoek en opdrachten voor derden (spreker veronderstelt evaluaties voor de EG) en ook 7,5 miljoen frank (vastleggingen, evenals in 1993) voor de financiering van onderzoek ter ondersteuning van beleidsbeslissingen.

Voor welke concrete projecten moet dit geld dienen? Is dit krediet een aanvulling van het krediet « onderzoek op ministerieel initiatief »? Waarom wordt dit gefinancierd ten laste van het organiek fonds?

Zijn er wat dit Fonds betreft toekomstplannen ten bate van het wetenschappelijk onderzoek? Indien dit Fonds geen toekomst heeft dan dienen deze terugvorderingen rechtstreeks aan de Schatkist te gebeuren zonder het organiek fonds hierbij te betrekken.

2. Nationale stichting voor de financiering van het wetenschappelijk onderzoek

Deze stichting ontvangt een toelage van 291,8 miljoen frank om een in 1959 aangegane lening, terugbetaalbaar na dertig jaar, en met staatswaarborg, in tien jaarlijkse schijven af te korten.

Heeft deze stichting nog personeel in dienst? Ontplooit zij nog andere activiteiten? Brengt zij een jaarverslag uit?

3. Federale wetenschappelijke instellingen

In deze instellingen stelt spreker vast dat gezamenlijk 242 miljoen frank uitgetrokken wordt voor bezoldigingen van ander dan statutair personeel. Hij meent ook te weten dat in de wetenschappelijke instellingen een 200-tal plaatsen vacant zijn. Bovendien geeft de verdeling van deze contractuelen over de verschillende instellingen wellicht aanleiding tot spanningen : sommigen krijgen veel extra personeel en overschrijden het kader, anderen hebben te kampen met een zware onderbezetting van hun personeelsformatie en krijgen weinig of geen personeel bij.

Is de minister zinnens om het grote aantal contractuelen te vervangen door statutaire ambtenaren teneinde tot een gezonder evenwicht te komen?

Ten laste van deze kredieten zouden ook gedetacheerde leerkrachten in dienst gehouden worden. Weliswaar werd aan de detachering van een twintigtal leerkrachten recent een einde gemaakt.

Hoeveel gedetacheerde leerkrachten werden naar hun oorspronkelijke dienst teruggestuurd? Hoeveel Nederlandstaligen en hoeveel Franstaligen? Gebeurde dit op voorstel van de directeurs van de instellingen? Werden er ook nieuwe gedetacheerden in dienst genomen?

*
* *

Réponses du ministre de la Politique scientifique

Institutions culturelles

Le ministre fait observer que l'échange de vues promis pour fin 1993 a dû être reporté par la force des choses. Il précise qu'il y a plusieurs explications à ce report : outre que le nombre de ministres a délibérément été limité au sein de l'actuel gouvernement, il ne faut pas perdre de vue que la présidence européenne a entraîné un surcroît de travail très important au cours du deuxième semestre de 1993. En qualité de président du Conseil européen des ministres de la Recherche, le ministre a dû effectuer une série de démarches au sujet de la proposition de quatrième programme-cadre de la Commission européenne. En effet, si le Parlement européen était dissous avant que le quatrième programme-cadre soit approuvé, les chercheurs concernés risqueraient d'être confrontés à de graves problèmes pendant une année. Enfin, les travaux gouvernementaux concernant le « plan global » ont également pris énormément de temps.

L'actuelle majorité gouvernementale a, en outre, toujours émis ouvertement le souhait que les dépenses publiques soient assainies et réduites. Ce souhait est évidemment incompatible avec la volonté de maintenir ou d'augmenter les budgets concernés.

Un élément essentiel du débat sur le budget fédéral de la culture est la « voracité » du TRM, qui a déjà donné lieu à plusieurs mises en garde du ministre et qui « engloutit » également le budget des autres institutions.

Il est significatif de constater par exemple à cet égard que, sur une subvention totale allouée par la Loterie nationale de 96 millions de francs, un montant de 60 millions est affecté au TRM. Etant donné en outre que la subvention totale de la Loterie nationale est à la baisse et que la part absolue de la Monnaie dans cette subvention demeure inchangée, on doit parler en fait d'une augmentation ou d'un maintien des crédits au détriment des autres institutions.

Le ministre constate afin que, à part deux exceptions, toutes les institutions culturelles qui relèvent de sa compétence ont leur siège et exercent leur rayonnement culturel dans la région bruxelloise.

Les exceptions sont les Archives, qui ont en effet également des dépôts provinciaux, et le Musée royal de l'Afrique centrale, qui a son siège à Tervuren et dépend donc de la Flandre du point de vue administratif. Personne n'a jamais accusé le ministre de privilégier de façon éhontée ces deux institutions.

En ce qui concerne la procédure, le ministre souligne, à l'intention de M. De Clerck, qu'il défend bien entendu en l'occurrence un budget du gouvernement et non un budget venant uniquement de lui, ainsi qu'il ressort des signatures du ministre du Budget et

Antwoorden van de minister van Wetenschapsbeleid

Culturele instellingen

De minister wijst erop dat de vóór einde 1993 beloofde gedachtenwisseling noodgedwongen diende te worden uitgesteld. Hij voert hiervoor verschillende verklaringen aan : naast het feit dat het aantal leden in de huidige Regering opzettelijk zo beperkt mogelijk werd gehouden, vergete men niet dat het Europees Voorzitterschap in de tweede helft van 1993 een zeer substantiële bijkomende werkbelasting heeft meegebracht. In zijn hoedanigheid van Voorzitter van de Europese ministerraad voor Onderzoek heeft de minister onder meer een aantal démarches moeten doen rond het voorstel van Vierde Kaderprogramma van de Europese Commissie. Immers, indien het Europees Parlement zou worden ontbonden vooraleer het 4de Kaderprogramma is goedgekeurd, dan zouden de betrokken vorsers ernstige problemen kunnen ondervinden gedurende één jaar. Tenslotte hebben recent de werkzaamheden op regeeringsniveau rond het zogenaamde « globaal plan » ook zeer veel tijd gevraagd.

Daarnaast heeft de huidige regeeringsmeerderheid steeds en zeer openlijk de wens uitgedrukt tot sanering en vermindering van de staatsuitgaven. Deze wens is uiteraard onverenigbaar met de wens dat de betrokken budgetten onveranderd blijven of stijgen.

Essentieel in het debat over de federale cultuurbegroting is de « vraatzucht » van de KMS, waarvoor de minister reeds herhaaldelijk heeft gewaarschuwd en die de begroting van de andere instellingen eveneens « verslindt ».

In dit verband is het bijvoorbeeld ook significant dat op een totale toelage vanwege de Nationale Loterij ten belope van 96 miljoen frank, er niet minder dan 60 miljoen frank naar de KMS vloeien. Bovendien daalt de totale toelage vanwege de Nationale Loterij, terwijl het absolute aandeel van de Munt erin identiek blijft, zodat eigenlijk sprake is van een stijging of van een gelijkblijven ten koste van de andere instellingen.

Tenslotte stelt de minister vast dat alle culturele instellingen die onder zijn bevoegdheid vallen — op 2 uitzonderingen na — allemaal én hun zetel én hun culturele uitstraling hebben in het Brusselse.

De uitzonderingen zijn de Archieven — die immers ook provinciale depots hebben — en het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika dat in Tervuren — en dus administratief gezien in Vlaanderen — zijn zetel heeft. Niemand heeft de minister er ooit al van beschuldigd dat hij deze 2 instellingen op onbeschaamde wijze zou bevoordelen.

Wat de procedure betreft wijst de minister erop — ter attentie van de heer De Clerck — dat hij hier uiteraard een begroting van de Regering — en niet alleen van hemzelf — verdedigt. Dit moge blijken uit blz. 4 van het document, waar men de handtekening

du Premier ministre figurant à la page 4. D'autre part, il est évidemment faux de prétendre qu'un budget serait déposé sans concertation préalable. Il ne faut enfin pas perdre de vue qu'aucun budget n'est neutre : tout budget concrétise un certain nombre de choix politiques.

Subventions aux associations cinématographiques

M. De Clerck a fait observer qu'il y avait quatre crédits budgétaires pour ce poste. Il s'agit en effet en ordre décroissant, de :

1. Cinémathèque/Archives cinématographiques : 45 millions;
2. Musée du Cinéma : 10 millions;
3. Décentralisation : 4 millions;
4. Problèmes : 4 millions.

Il y a une interférence entre les quatre crédits budgétaires. La Cinémathèque jouit d'un grand rayonnement international et joue un rôle important (par exemple, dans la montée de ce que l'on a appelé la « Nouvelle Vague » en France).

Notre pays détient un important patrimoine filmographique, mais est de plus en plus confronté au problème de la détérioration des supports (films à base de nitrate d'argent). Une petite augmentation de 3 millions de francs à dès lors été proposée.

Le Musée du cinéma dispose actuellement de deux salles et peut, fait unique en Europe, présenter deux films muets par soirée. Le prix d'entrée a certes été augmenté. Des travaux de restauration ont en outre été entrepris en vue du centième anniversaire du projecteur.

L'ASBL « Décentralisation » est une création plus récente de M. Ledoux pour satisfaire à certaines aspirations des provinces. Il s'agit plus précisément de l'acquisition des droits d'un certain nombre de films, afin de pouvoir mettre ceux-ci à la disposition des associations cinématographiques, des établissements d'enseignement, etc.

Enfin, les « Archives cinématographiques d'histoire et d'actualités » peuvent conserver les images d'actualité de la « mémoire collective » (par exemple, les différentes étapes de la construction européenne, la mort du Roi, etc.).

Recherche et développement dans le cadre national

En réponse à M. Candries, le Ministre souligne que les recettes du fonds organique sont affectées au Trésor, et que leur réutilisation est strictement limitée par la procédure budgétaire. Les faibles dépenses autorisées concernent des travaux ponctuels, par exemple des études destinées à préparer de futurs programmes.

Quant à la fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique, elle n'occupe aucu-

gen terugvindt van de minister van Begroting en van de Eerste Minister. Daarnaast is het vanzelfsprekend onjuist te stellen dat enige begroting zou worden ingediend zonder voorafgaand overleg. Tenslotte vergete men niet dat géén enkele begroting neutraal is : elke begroting belichaamt een aantal politieke keuzen.

Toelagen aan filmverenigingen

De heer De Clerck heeft erop gewezen dat er 4 begrotingsinschrijvingen zijn voor deze post. In dalende orde van belangrijkheid gaat het om :

1. Cinematheek/Filmarchief : 45 miljoen;
2. Filmmuseum : 10 miljoen;
3. Decentralisatie : 4 miljoen;
4. Problemen : 4 miljoen.

Er is wel sprake van een onderlinge beïnvloeding tussen de 4 inschrijvingen. Het Filmarchief heeft een grote internationale uitstraling en speelt een belangrijke rol (bijvoorbeeld in de totstandkoming van de zogenaamde « nouvelle vague » indertijd in Frankrijk).

Hoewel ons land een belangrijk filmografisch patrimonium conserveert wordt men in groeiende mate geconfronteerd met het dreigende probleem van het verdwijnen van de drager (films met zilvernitraat). Bijgevolg werd hier een bescheiden verhoging van 3 miljoen frank voorgesteld.

Het Filmmuseum heeft momenteel twee zalen en kan, als enige in Europa, twee stomme films per avond vertonen. De toegangsprijs werd wel op een hoger niveau gebracht. Verder werden restauratiewerken uitgevoerd met het oog op de honderdste verjaardag van de filmprojector.

De vzw « Decentralisatie » is een meer recente creatie van de heer Ledoux, om tegemoet te komen aan bepaalde verzuchtingen uit de provincies. Meer bepaald gaat het om de verwerving van de rechten voor een aantal films teneinde deze films toegankelijk te maken voor filmverenigingen, onderwijsinstellingen en dergelijke.

Ten slotte kunnen de « Archieven voor historische films en actualiteitsbeelden », het « collectief geheugen » inzake actualiteitsbeelden (bijvoorbeeld de etappes in de Europese constructie, overlijden van de Koning enzovoort) bewaren.

Onderzoek en ontwikkeling op nationaal gebied

In antwoord op de vraag van de heer Candries onderstreept de minister dat de inkomsten van het organiek fonds bestemd zijn voor de Schatkist en dat het hergebruik ervan strikt beperkt is door de begrotingsprocedure. De kleine uitgaven die toegestaan zijn, hebben betrekking op werkzaamheden met een bepaald doel, bijvoorbeeld onderzoeken ter voorbereiding van toekomstige programma's.

De Nationale Stichting voor de financiering van het wetenschappelijk onderzoek heeft geen personeel

ne personnel et sa seule activité se borne au remboursement de l'emprunt.

Institutions de recherche

Deux graves problèmes se posent en ce qui concerne les institutions de recherche :

1. le délabrement des bâtiments et l'impossibilité de la Régie des bâtiments — en faillite virtuelle — d'y remédier. Bien que le gouvernement fédéral ait consenti des efforts particuliers à concurrence de 2,4 milliards de francs en 1993, le total des demandes émanant des institutions précitées excède déjà ce montant;

2. les effets désastreux d'une politique très restrictive en matière de personnel : dans la pratique, il faut en fait attendre le départ de deux membres du personnel pour pouvoir recruter un nouvel agent. Un moratoire général a en outre été décrété pour l'ensemble de l'année 1993 en ce qui concerne les recrutements. Ce moratoire aurait normalement dû être partiellement levé le 1^{er} janvier 1994. Il y a peu, le ministre de la Fonction publique a cependant reconnu la spécificité des problèmes de personnel dans les établissements scientifiques de l'Etat, de sorte que des négociations pourront être engagées incessamment à propos de la non-applicabilité de la circulaire 367 du ministre de la Fonction publique aux établissements scientifiques de l'Etat.

Pour ce qui est des enseignants détachés, le problème suivant se pose : sous le précédent ministre du Budget, on avait déjà décidé — notamment pour des raisons budgétaires — de renoncer au détachement d'un certain nombre d'enseignants. A noter, à cet égard, que, du point de vue social, la renonciation d'un détachement n'équivaut pas à un licenciement : le cas échéant, les intéressés peuvent reprendre leur fonction dans l'enseignement. Plusieurs établissements ont été touchés par cette mesure. Au total, il y avait 48 enseignants détachés dans nos institutions : 29 néerlandophones, 18 francophones et 1 germanophone. Trente-cinq d'entre eux ont été conservés : 18 néerlandophones, 16 francophones et 1 germanophone.

Centre belge de documentation musicale

Lorsqu'il est entré en fonction, le ministre a maintenu la subvention initiale de 9,4 millions de francs pour la première année. Toutefois, il a ensuite interrogé l'ONB et le TRM sur l'utilité et l'importance du Centre : aucun ne fait appel à celui-ci. Par ailleurs, l'administration s'interroge sur le caractère bicommunautaire de cette institution. En attendant, le ministre a ramené la subvention à 4,4 millions de francs.

Société philharmonique

Dans la communication qu'il a faite en Commission de la Chambre le 12 janvier dernier, le ministre

in dienst en haar enige activiteit blijft beperkt tot het terugbetalen van de lening.

Onderzoeksinstellingen

Wat de onderzoeksinstellingen betreft, doen zich 2 ernstige problemen voor :

1. het verval van de gebouwen en de onmogelijkheid, in hoofdte van de Regie der Gebouwen — die virtueel bankroet is — om daar iets aan te verhelpen. Hoewel de federale Regering in 1993 een bijzondere inspanning heeft gedaan ten belope van 2,4 miljard frank, overtreft alleen al het totaal van de aanvragen van voornoemde instellingen dit bedrag;

2. desastreuze gevolgen van een zeer restrictief personeelsbeleid : in de feiten moeten eigenlijk 2 personeelsleden vertrekken vooraleer men één bijkomend personeelslid kan bekomen. Bovendien gold voor gans 1993 een compleet moratorium voor de aanwervingen. Dit moratorium zou normalerwijze wel gedeeltelijk worden opgeheven op 1 januari 1994. Onlangs heeft de minister van Ambtenarenzaken wel de specificiteit van de personeelsproblematiek in de wetenschappelijke instellingen van de Staat erkend, zodat binnenkort zal kunnen worden onderhandeld over de niet-toepasselijkheid van omzendbrief 367 van de minister van Ambtenarenzaken op de wetenschappelijke instellingen van de Staat.

Aangaande de gedetacheerde leerkrachten doet zich het volgende probleem voor : reeds onder de vroegere minister van Begroting werd — om budgettaire redenen — ervoor geopteerd om af te zien van de detachering van een aantal leraars. Men vergete in dit verband niet dat, sociaal gezien, het afzien van een detachering niet gelijk staat met ontslag : betrokkenen kunnen desnoods hun ambt in het onderwijs weer opnemen. Verschillende instellingen werden hierdoor getroffen. In totaal werkten 48 gedetacheerden in onze instellingen : 29 Nederlandstaligen, 18 Franstaligen, 1 Duitstalige. Hiervan werden er 35 behouden : 18 Nederlandstaligen, 16 Franstaligen, 1 Duitstalige.

Belgisch Centrum voor Muziekdocumentatie

Bij zijn aantreden heeft de minister de oorspronkelijke toelage, dit wil zeggen 9,4 miljoen frank behouden, voor het eerste jaar. Hij heeft echter zowel het NOB als de KMS ondervraagd over nut en belang van het Centrum : geen van beide doet een beroep op het centrum. De administratie stelt zich daarnaast vragen over het bicommunautair karakter van deze instelling. In afwachting heeft de minister de toelage verlaagd tot 4,4 miljoen frank.

Filharmonische Vereniging

De minister heeft op 12 januari 1993 in de Kamercommissie een mededeling gedaan, waarin hij aan-

indiquait que « l'Orchestre national de Belgique devait construire un partenariat efficace avec la Société philharmonique de Bruxelles.

Il souhaitait « que tout soit mis en œuvre pour qu'un accord solide se dégage et que la société philharmonique puisse constituer un relais entre l'Orchestre et le Palais des Beaux-Arts ».

En rappelant ceci, le ministre ne veut pas limiter l'action de la société philharmonique à cette seule tâche d'interface entre le Palais des Beaux-Arts et l'Orchestre national. En effet, la Société philharmonique de Bruxelles et Société des Concerts populaires est une asbl dont la vocation statutaire est « de favoriser directement ou indirectement le développement de l'art musical ». En outre, les statuts précisent que c'est à partir du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, où elle a son siège, que la Société philharmonique exerce son activité en Belgique, mais qu'elle peut aussi l'exercer à l'étranger.

En octobre 1992, la Société philharmonique précisait elle-même son projet artistique de la manière suivante : « ...La Société philharmonique de Bruxelles doit participer pleinement à un effort à faire de Bruxelles un centre musical de niveau international reconnu ».

Il est évident qu'un projet ainsi décrit ne saurait relever de la seule compétence du ministre de la Politique scientifique. C'est pourquoi, à de nombreuses reprises, on a suggéré aux responsables de la Société philharmonique d'interpeller d'abord les différentes Communautés belges, et aussi la Région bruxelloise, pour y chercher appuis et soutiens. En effet, la politique culturelle relève non plus de l'Etat fédéral mais des Communautés.

Ainsi, à ses yeux de ministre fédéral, la Société philharmonique n'a de raison d'être que si elle œuvre dans le cadre du développement des actions du Palais des Beaux-Arts et de l'Orchestre national de Belgique. Or, si la Société philharmonique développe un programme musical ambitieux à Bruxelles, elle préfère mener une politique de tension avec les deux parastataux susmentionnés plutôt qu'une politique de coopération, telle que le ministre l'a encore demandé à M. Jean-Pierre De Bandt le 4 août dernier.

Ensuite le ministre successivement les relations entre la Société philharmonique et les deux établissements culturels : ONB et PBA.

1. Relations de la Société philharmonique avec l'ONB

L'orchestre national d'aujourd'hui n'est plus le même que celui qu'on évoquait il y a quelques mois. En effet, sous l'impulsion de MM. Jacques Brassine

stipte dat het Nationaal Orkest van België doelmatig moet samenwerken met de Filharmonische Vereniging van Brussel.

Hij sprak de wens uit dat alles in het werk zou worden gesteld om tot een solide overeenkomst te komen en de Filharmonische Vereniging een tussenschakel te doen worden tussen het Orkest en het Paleis voor Schone Kunsten.

De minister brengt dit aspect in herinnering, maar niet om de werking van de Filharmonische Vereniging in te krimpen tot loutere schakelfunctie tussen het Paleis voor Schone Kunsten en het Nationaal Orkest. De Filharmonische Vereniging van Brussel en de Vereniging voor Volksconcerten vormen immers een vzw die op grond van haar statuten de ontwikkeling van de muziek direct of indirect moet bevorderen. Voorts preciseren de statuten dat de Filharmonische Vereniging vanuit het Paleis voor Schone Kunsten te Brussel, waar de zetel van de vereniging is gevestigd, haar activiteiten in België ontplooit maar dat die opdracht ook in het buitenland kan worden uitgeoefend.

In oktober 1992 heeft de Filharmonische Vereniging zelf haar artistiek credo als volgt toegelicht : « ... de Filharmonische Vereniging van Brussel moet volwaardig deelnemen aan de inspanning om Brussel uit te bouwen tot een internationaal erkend muziekcentrum ».

Het spreekt voor zich dat een aldus omschreven project niet uitsluitend onder de minister van Wetenschapsbeleid kan ressorteren. De leiding van de Filharmonische Vereniging werd daarom herhaaldelijk aangespoord om in een eerste fase medewerking en steun te zoeken bij de verschillende gemeenschappen in België, alsmede bij het Brusselse Gewest. Het cultuurbeleid is immers niet langer een federale bevoegdheid; het ressorteert thans onder de gemeenschappen.

Als federaal minister vindt hij dat de Filharmonische Vereniging alleen bestaansreden heeft wanneer ze optreedt in het raam van de verdere uitbouw van de manifestaties van het Paleis voor Schone Kunsten en het Nationaal Orkest van België. In geval de Filharmonische Vereniging in Brussel evenwel een ambitieus muzikaal evenement opzet, geeft ze er de voorkeur aan om met beide voornoemde parastatale instellingen op gespannen voet te leven, veeleer dan samenwerking na te streven. De minister heeft op 4 augustus 1993 overigens nog een dergelijke samenwerking bepleit bij de heer De Bandt.

Voorts analyseert de minister achtereenvolgens de betrekkingen tussen de Filharmonische Vereniging en beide culturele instellingen, met name het NOB en het PSK.

1. Betrekkingen tussen de Filharmonische Vereniging en het NOB

Het huidige Nationaal Orkest is niet meer hetzelfde als het orkest dat enkele maanden geleden nog bestond. Onder impuls van de heren Brassine en

et Paul Claus, le Conseil d'Administration de l'ONB a mis en œuvre plusieurs pistes pour mettre en place les supports indispensables à un renouveau de l'orchestre.

La création d'un Comité des Sages et d'une Commission artistique ont permis la désignation d'un nouveau chef d'orchestre en la personne de Yuri Simonov.

La désignation récente — par le Conseil d'Administration de ce 14 décembre — d'un directeur général-intendant permet le remplacement de M. Vanackere, qui avait démissionné voici plus d'un an. Il s'agit de M. Denis Stokkink, né à Bruxelles en 1956, licencié en sciences économiques et porteur d'une licence spéciale en gestion à l'Ecole de Commerce Solvay, ancien contrôleur adjoint au Ministère des Finances, disposant d'une expérience de neuf ans dans le domaine de la gestion des entreprises culturelles au Crédit communal, classé second par le Conseil d'Administration de la Monnaie.

Le ministre confirme dès lors son espoir de voir l'institution connaître un renouveau en 1994.

Néanmoins, l'ONB n'est pas un orchestre autonome puisque jusqu'ici, c'est la Société philharmonique qui assurait sa promotion et l'organisation de ses concerts, suivant une convention signée entre les deux parties; mais cette convention, qui a pris fin en 1991, n'a pas été renouvelée.

Le principe de la coopération entre les deux institutions était le suivant. D'une part, l'ONB mettait gratuitement l'orchestre à la disposition de la Société philharmonique et, d'autre part, la Société mettait son savoir-faire en termes d'organisation de concert et de promotion à la disposition de l'orchestre. Une trentaine de concerts étaient budgétisés sur base d'un programme annuel établi en commun. Ainsi, tous les frais comme toutes les recettes de ces concerts qu'ils organisaient étaient partagés entre eux. A la fin de chaque semestre, les comptes étaient établis par les deux institutions et le déficit éventuel supporté par les deux parties. Annuellement, des compensations étaient effectuées entre les frais pris en charge par la Société philharmonique et les frais pris en charge par l'ONB.

Toutefois, le Président Brassine a informé le ministre ce 17 décembre que malgré l'existence d'un Comité de concertation, le Conseil d'Administration de l'Orchestre n'a jamais été saisi d'un projet de budget d'activités de promotion que la Société philharmonique devait entamer en faveur de l'orchestre. Cela — poursuit le Président de cette institution — n'a pas empêché la Société philharmonique de faire une série de dépenses en matière de promotion et de communications dont une partie était dédiée aux cycles de concerts donnés par l'ONB.

Cela veut dire que si aucune base formelle n'existe pour 1993, lorsque le Conseil fut saisi du problème, il a admis le principe qu'effectivement, la Société phil-

Claus heeft de raad van bestuur van het NOB meerdere mogelijkheden uitgestippeld die de vereiste vernieuwing van het orkest moeten schragen.

De instelling van een comité van wijzen en een artistieke commissie hebben de aanwijzing van Yuri Simonov als nieuwe orkestleider mogelijk gemaakt.

Dank zij de recente benoeming op 14 december jongstleden door de raad van bestuur van een directeur-generaal-intendant kan de heer Vanackere worden vervangen, die meer dan een jaar geleden ontslag heeft genomen. Zijn opvolger is de heer Denis Stokkink, geboren in 1956 te Brussel, licentiaat in de economische wetenschappen en houder van een bijzondere licentie bestuurswetenschappen aan de « Ecole de Commerce Solvay ». Hij is gewezen adjunct-controleur bij het ministerie van Financiën en beschikt over een ervaring van negen jaar op het gebied van het bestuur van culturele ondernemingen bij het Gemeentekrediet. De raad van bestuur van de Munt had hem als tweede kandidaat gerangschikt.

De minister spreekt dan ook opnieuw zijn hoop uit dat deze instelling in 1994 nieuwe paden bewandelt.

Het Nationaal Orkest van België is evenwel geen autonoom orkest, aangezien tot nog toe de Filharmonische Vereniging instond voor de promotie en de organisatie van de concerten. Een en ander geschiedt overeenkomstig een tussen beide instellingen gesloten overeenkomst, die in 1991 is verstreken en niet is hernieuwd.

De samenwerking tussen beide instellingen kwam er in beginsel op neer dat het NOB het orkest gratis ter beschikking stelde van de Filharmonische Vereniging, die van haar kant haar kennis en ervaring op het gebied van concertorganisatie en -promotie ten dienste van het orkest stelde. Jaarlijks werd een dertigtal concerten op grond van een gezamenlijk uitgewerkt programma begroot. Alle uit deze concerten voortvloeiende kosten en ontvangsten werden aldus onder beide instellingen omgeslagen. Op het einde van elk semester maakten de beide instellingen hun rekeningen op en eventuele tekorten werden gezamenlijk gedragen. Jaarlijks werden de door de Filharmonische Vereniging gedragen kosten en die gedragen door het Nationaal Orkest gecompenseerd.

Op 17 december deelde voorzitter Brassine de minister evenwel mede dat « de raad van bestuur van het Nationaal Orkest, ondanks het bestaan van een overlegcomité, nooit enige ontwerp-begroting is voorgelegd met betrekking tot de promotie-activiteiten die de Filharmonische Vereniging ten behoeve van het orkest zou ondernemen. Dit heeft de Filharmonische nooit belet een reeks uitgaven te doen voor promotie en communicatie, die gedeeltelijk waren bestemd voor de concertcyclus van het Nationaal Orkest van België.

Zulks impliceert dat er voor 1993 weliswaar geen formele grondslag bestond, toen dit probleem aan de raad van bestuur werd voorgelegd, doch dat de raad

harmonique avait exposé des frais au bénéfice de l'Orchestre.

M. Brassine ajoute que la facture présentée par la Société philharmonique a semblé être disproportionnée par rapport aux services rendus. Cependant, afin de trouver un accord et de perpétuer la collaboration, le Conseil a estimé devoir octroyer un montant de 4 000 000 de francs pour solde de tout compte. Le paiement de ce montant étant lié à la signature d'une nouvelle convention et à la présentation par la Philharmonique d'un programme d'activités commun pour 1994, programme dûment budgété.

Depuis lors, les discussions ont continué entre l'ONB et la Philharmonique. Dans un premier temps, la Philharmonique n'a pas craint de demander une intervention de 22 millions de francs à l'Orchestre, ce que ce dernier a refusé.

Aux dernières nouvelles, un préaccord serait intervenu le 20 décembre 1993; en effet, une réunion extraordinaire du Conseil d'Administration de l'ONB, à laquelle assistait une délégation de la Société philharmonique, aurait marqué son accord sur trois points importants :

- une convention de coopération entre l'ONB et la SPB qui devra être signée avant le 31 décembre 1993;
- un solde de tout compte au 31 décembre 1993 pour prestations antérieures de la Société philharmonique pour un montant de 2 155 224 francs, liquidé immédiatement;
- un programma d'activités et une offre de service de la Société philharmonique pour 1994 dans le cadre d'un budget de 5 775 000 francs.

2. Relations de la Société philharmonique avec le Palais des Beaux-Arts

Depuis des mois et encore sous la présidence de Mme De Backer, les relations entre la Société philharmonique et le Palais des Beaux-Arts se sont révélées tendues. Au-delà des déclarations désobligeantes dans la presse de M. Paul Dujardin à l'égard des dirigeants du PBA, un contentieux financier oppose aussi les deux institutions.

En effet, depuis le début de l'année 1992, la Société philharmonique ne paie plus aucune facture de location de salles. Au 30 novembre 1993, la dette de la Société philharmonique à l'égard du Palais s'élevait à 16 425 891 francs.

Comme l'indiquaient les conclusions du rapport du Comité permanent du PBA de ce 16 décembre, cette situation est d'autant plus préoccupante qu'en 1984, lorsque l'asbl Palais des Beaux-Arts a été mise en liquidation, la Société philharmonique devait plus de 12 millions de francs qui, suite aux intérêts de retard

in beginsel heeft aanvaard dat de Filharmonische Vereniging kosten ten behoeve van het Orkest heeft gemaakt. »

De heer Brassine voegt daaraan toe dat « de door de Filharmonische Vereniging voorgelegde factuur niet in verhouding leek te staan tot de geleverde diensten. Om tot een akkoord te komen en de samenwerking voort te zetten, achtte de raad het evenwel noodzakelijk om ter afrekening een bedrag van 4 miljoen frank te storten. De betaling van dat bedrag werd gekoppeld aan de voorwaarde dat een nieuwe overeenkomst zou worden ondertekend en dat de Filharmonische voor 1994 een naar behoren begroot gemeenschappelijk activiteitenprogramma zou voorleggen.

Sedertdien zijn er nog meer discussies tussen het NOB en de Filharmonische geweest. In eerste instantie is de Filharmonische er niet voor teruggedeinsd van het NOB een bijdrage van 22 miljoen frank te vragen, die het orkest geweigerd heeft te betalen.

Volgens de laatste berichten zou er op 20 december 1993 een voorakkoord zijn gesloten; de raad van bestuur van het NOB zou zich tijdens een buitengewone vergadering, waarop een delegatie van de Filharmonische Vereniging aanwezig was, akkoord hebben verklaard met drie belangrijke punten:

- een samenwerkingsovereenkomst tussen het NOB en de FVB, die vóór 31 december 1993 moet worden ondertekend;
- een algehele vereffening op 31 december 1993 van de vroeger prestaties van de Filharmonische Vereniging voor een bedrag van 2 155 244 BEF, onmiddellijk uit te voeren;
- een activiteitenprogramma én een dienst-aanbieding door de Filharmonische Vereniging voor 1994 in het kader van een budget van 5 775 000 BEF.

2. Verhouding tussen de Filharmonische Vereniging en het Paleis voor Schone Kunsten

Al maanden en zelfs al onder het voorzitterschap van mevrouw De Backer bleek de verhouding tussen de Filharmonische Vereniging en het Paleis voor Schone Kunsten gespannen. Er waren niet alleen de onvriendelijke verklaringen over de bestuurders van het Paleis voor Schone Kunsten van de heer Paul Dujardin aan de pers; de twee instellingen hebben ook een financieel geschil.

Sinds het begin van 1992 betaalt de Filharmonische Vereniging geen enkele factuur meer voor de huur van de zalen. Op 30 november 1993 bedroeg de schuld van de Filharmonische Vereniging bij het Paleis voor Schone Kunsten 16 425 891 BEF.

Zoals bleek uit de conclusies van het verslag van het vast comité van het Paleis voor Schone Kunsten van 16 december jongstleden, is deze toestand des te zorgwekkender, aangezien de Filharmonische Vereniging in 1984, toen de vzw Paleis voor Schone Kunsten in vereffening werd gesteld, meer dan 12 mil-

arrêtés au 31 décembre 1987, totalisent actuellement 18 062 077 francs. Il s'agit principalement de factures de location de salles impayées.

Le rapport poursuit que le Comité permanent se montre extrêmement inquiet devant l'accroissement constant de la dette actuelle. Toute le monde est d'accord pour considérer que les barèmes de location de salles sont modérés.

Il a été demandé à plusieurs reprises à la Société philharmonique de présenter un plan d'apurement de cette créance et de préciser comment à l'avenir les nouvelles factures seront apurées. Aucune réponse n'a encore été fournie malgré des demandes répétées. Le Comité permanent a décidé en septembre 1993 de « geler » provisoirement les recettes encaissées par le bureau de location pour la vente des abonnements et des places séparées.

D'autre part, le même rapport précise que des contacts suivis ont été entrepris avec les représentants de la Philharmonique. Le rapport poursuit qu'« à l'occasion de ces contacts nous avons pu déclarer que le programme de la saison 1993-1994 présenté par la nouvelle direction de la Société philharmonique nous paraissait de haute qualité. Cependant, il nous semble présomptueux de vouloir, d'une saison à l'autre, doubler le nombre de concerts dont plusieurs hors du Palais. »

Le rapport que le Commissaire du Gouvernement auprès du Palais des Beaux-Arts M. Nuckelmans, a transmis ce 20 décembre va dans le même sens. En tant que commissaire du Gouvernement, il partage les positions contenues dans le rapport du Comité permanent; il rapporte que la Société philharmonique a été invitée à faire part de ses desiderata lors de la séance du Conseil d'Administration du Palais des Beaux-Arts du 30 juin et que le Palais des Beaux-Arts, à plusieurs reprises, a formulé des offres concrètes de collaboration, sans succès; à plusieurs reprises M. Dujardin s'est abstenu, sans raison, de participer aux séances du Comité consultatif.

Il ajoute encore que la Société philharmonique a fait le siège de plusieurs sponsors officiels du Palais des Beaux-Arts, dont Belgacom, pour tenter d'obtenir les sponsoring du Palais des Beaux-Arts en tout ou en partie. [...] M. Dujardin répandant en outre, dans tout Bruxelles, des propos désagréables sur la direction du Palais des Beaux-Arts.

De son côté, le ministre a entendu, au premier trimestre 1993, des échos lui parvenant des difficultés sérieuses de relations entre la Société et les deux établissements culturels et de l'absence d'accords sur les questions fondamentales. D'autre part, des nouvelles alarmantes concernant la situation financière de l'institution, liée avec ce que certains qualifiaient

joen frank schuldig was (met de verwijlntresten waarover het arrest van 31 december 1987 besliste, bedraagt die schuld nu 18 062 077 BEF). Ook dat zijn hoofdzakelijk onbetaalde facturen voor de huur van de zalen.

Het verslag meldt voorts dat het vast comité uitermate bezorgd is over de voortdurende toename van de huidige schuld. Iedereen is het erover eens dat de huurprijzen voor de zalen redelijk zijn.

De Filharmonische Vereniging werd meermaals verzocht voor die schuld een aanzuiveringsplan op te stellen en te laten weten hoe de nieuwe facturen in de toekomst zouden worden aangezuiverd. Er kwam evenwel geen antwoord op onze herhaalde verzoeken. Daarom heeft het vast comité in september 1993 beslist om de inkomsten die worden geïnd door ons reservatiebureau, waar abonnementen en afzonderlijke plaatsen worden verkocht, voorlopig te « bevriezen ».

Anderzijds blijkt uit datzelfde verslag dat regelmatig contact werd opgenomen met de vertegenwoordigers van de Filharmonische Vereniging. Het verslag vervolgt : « Tijdens die contacten hebben we kunnen verklaren dat het programma voor het seizoen 1993-1994, dat de nieuwe directie van de Filharmonische Vereniging heeft voorgesteld, ons van hoge kwaliteit leek. Naar onze mening is het evenwel nogal pretentius om van het ene seizoen op het andere het aantal concerten, waarvan er verschillende buiten het Paleis voor Schone Kunsten worden gehouden, te verdubbelen. »

Het verslag dat de regeringscommissaris voor het Paleis voor Schone Kunsten, de heer Nuckelmans, op 20 december liet toekomen, komt tot dezelfde conclusie. Als regeringscommissaris deelt hij de standpunten die in het verslag van het vast comité werden ingenomen. Hij rapporteert dat de Filharmonische Vereniging werd uitgenodigd haar wensen kenbaar te maken tijdens de vergadering van de raad van bestuur van het Paleis voor Schone Kunsten op 30 juni en dat het Paleis voor Schone Kunsten herhaaldelijk concrete samenwerkingsaanbiedingen heeft gedaan, zonder succes evenwel; de heer Dujardin is verscheidene malen zonder reden weggebleven van de vergaderingen van het raadgevend comité.

Hij voegt eraan toe dat de Filharmonische Vereniging verscheidene officiële sponsors van het Paleis voor Schone Kunsten waaronder Belgacom heeft belegerd om te trachten de sponsorgelden van het Paleis voor Schone Kunsten geheel of gedeeltelijk binnen te rijden. De heer Dujardin heeft bovendien overal in Brussel vervelende beweringen over de directie van het Paleis voor Schone Kunsten verspreid.

De minister heeft van zijn kant tijdens het eerste kwartaal van 1993 echo's opgevangen over serieuze moeilijkheden in de betrekkingen tussen de Vereniging en de twee culturele instellingen en over het ontbreken van akkoorden over fundamentele zaken. Voorts heeft hij ook alarmerende berichten opgevangen betreffende de slechte financiële toestand van de

d'« ambitions démesurées » ou de « folie des grands ».

Il n'a pas été surpris, et ce pour une série de raisons.

D'une part, la vie politique lui a permis de découvrir pour la première fois les subtilités des institutions dont on parle voici plus de quinze ans.

D'autre part, pratiquement dès son arrivée au Département, l'Administration lui signalait que la Philharmonique ployait sous le poids d'un déficit cumulé de 22,5 millions de francs.

Au reste, dès novembre 1992, le rapport McKinsey relevait que la Société philharmonique n'avait plus dégagé de résultat net positif depuis 1989 : - 200 000 francs en 1989, - 5 millions de francs en 1990, - 1,9 millions de francs en 1991; le même rapport estimait le déficit 1992 à 16,2 millions de francs. En outre, le rapport relevait l'augmentation des frais administratifs et une augmentation supplémentaire des coûts de personnels de 18 %. Et McKinsey de constater :

« La SPB se trouve engagée dans une dangereuse spirale déficitaire : les activités de base — les concerts — ne génèrent plus de bénéfices et les frais fixes de fonctionnement, en forte croissance, ne sont plus couverts par les recettes parallèles — subsides et sponsoring. Le déficit ne peut donc que s'accroître, à moins qu'un changement radical ne soit opéré au plus vite ».

Dès lors, au moment du contrôle budgétaire de février 1993, le ministre a décidé de transférer 10 des 23,3 millions de la Société philharmonique au Palais des Beaux-Arts (5 millions) et à l'Orchestre national (5 millions). Il mettait ainsi les deux parastataux en position de force pour négocier avec la Société philharmonique et il assurait la sauvegarde d'un montant de dix millions en laissant aux conseils d'administration de l'Orchestre et du Palais le choix de leur affectation, qui pouvait être un simple transfert — sur base d'une convention! — à la Société philharmonique.

Avant même que le budget ne soit voté, M. De Bandt était averti de cette modification budgétaire. Il a annoncé que les trois présidents viendraient collectivement présenter une demande de rectification. Ils ne l'ont pas fait parce que ni M. Brassinne, ni M. Luxen, ni leur Conseil d'Administration respectif, ne souhaitaient modifier ce mécanisme.

En outre, le rapport de l'Inspection des finances du 1^{er} avril 1993 relatif à la situation de la Société philharmonique confirmait le déficit et préconisait « un contrôle plus strict des recrutements et de la programmation artistique ».

De plus, l'Inspecteur des Finances ajoutait que « l'on peut, d'autre part, relever que le budget '93

installing, die het gevolg zou zijn van wat sommigen « buitensporige ambities » of « grootheidswaanzin » noemden.

Dat verraste de minister geenszins, en wel om een reeks redenen.

In de eerste plaats heeft hij dankzij het politieke leven voor de eerste keer de spitsvondigheden leren kennen van instellingen waarover nu reeds meer dan vijftien jaar wordt gepraat.

Voorts hebben zijn diensten hem vrijwel onmiddellijk na zijn aankomst op het departement laten weten dat de Filharmonische Vereniging gebukt ging onder een gecumuleerd tekort van 22,5 miljoen frank.

Voor het overige heeft het McKinsey-rapport in november 1992 gemeld dat de Filharmonische Vereniging sinds 1989 geen positief netto-resultaat meer had geboekt : - 200 000 frank in 1989, - 5 miljoen frank in 1990, - 1,9 miljoen frank in 1991; datzelfde rapport raamde het tekort voor 1992 op 16,2 miljoen frank. Bovendien wees het rapport op de stijging van de administratieve kosten en op een bijkomende stijging van de personeelskosten met 18 %. McKinsey stelt verder vast :

« De FVB zit in een gevaarlijke spiraal van tekorten : de basisactiviteiten — de concerten — leveren geen winst meer op en de vaste werkingskosten, die fors stijgen, worden niet langer gedekt door de parallelle inkomsten — subsidies en sponsoring. Het tekort kan derhalve alleen maar versneld groeien, behalve wanneer zo snel mogelijk radicaal wordt ingegrepen ».

Bij de begrotingscontrole van februari 1993 heeft de minister bijgevolg besloten 10 miljoen van de 23,3 miljoen frank van de Filharmonische Vereniging over te dragen naar het Paleis voor Schone Kunsten (5 miljoen frank) en naar het Nationaal Orkest (5 miljoen frank). Zo bezorgde hij de twee parastatale instellingen een sterke positie om te onderhandelen met de Filharmonische Vereniging en waarborgde hij het behoud van een bedrag van tien miljoen frank door de raden van bestuur van het NOB en van het PSK te laten beslissen over de bestemming ervan; dat bedrag kon bijvoorbeeld gewoon worden overgedragen — op grond van een overeenkomst! — aan de Filharmonische Vereniging.

Nog vóór de begroting werd goedgekeurd, was de heer De Bandt al op de hoogte van die wijziging in de begroting. Hij heeft meegedeeld dat de drie voorzitters gezamenlijk een verzoek tot rechtzetting zouden indienen. Ze hebben dat niet gedaan omdat noch de heer Brassinne, noch de heer Luxen, noch hun respectieve raden van bestuur die regeling wilden wijzigen.

Bovendien bevestigde het verslag van de Inspectie van Financiën betreffende de toestand van de Filharmonische Vereniging dat er een tekort bestond. Het verslag beval een strikter toezicht op de wervingen en op de artistieke programmatie aan.

De Inspecteur van Financiën voegde daaraan toe wat volgt : « We kunnen voorts opmerken dat de

présente probablement une sous-estimation des recettes de sponsoring et de mécénat, ce qui entraînera inéluctablement un nouveau déficit ».

Le 13 juillet dernier, au moment du passage du budget 1993 en Commission de la Chambre, M. De Clerck a posé des questions sur le transfert des dix millions de la Philharmonique vers le PBA et l'ONB; le ministre a souligné à ce moment que cette mesure « devrait permettre un dialogue réel et une meilleure information sur le fonctionnement de ces institutions intermédiaires ».

Le dialogue avec le Département existe et est constant, quoi qu'en dise M. De Bandt. Il a lui-même rencontré deux fois M. De Bandt et son Chef de Cabinet adjoint, l'a reçu pas moins de 8 fois en moins d'un an et demi.

Néanmoins, ce dialogue réel ne s'est pas étendu aux deux institutions culturelles avec lesquelles la Philharmonique devait travailler.

En effet, en conclusion de sa note de ce 20 décembre, le Commissaire du Gouvernement au Palais des Beaux-Arts communique que « si la réduction des subsides de l'Etat a pu créer des difficultés graves de trésorerie à la Société philharmonique, force m'est de constater qu'aux multiples offres de collaboration concrète, celle-ci n'a répondu que par un silence méprisant.

Méprisante, est également l'attitude de Maître De Bandt et de M. Dujardin pour la recherche effrénée de sponsoring ».

Le ministre ajoute qu'il n'est pas compatible à ses yeux avec l'intérêt de l'Etat, ni d'ailleurs avec l'intérêt général tout court, que des institutions publiques largement subsidiées par la collectivité mais soumises aux exigences d'un contrôle normal dépendent en fin de compte d'institutions privées, qui jouent les impresarios et les intermédiaires, à l'abri d'une structure d'asbl qui rend en fait leur gestion opaque.

Dans ce domaine comme dans d'autres, la transparence est de rigueur, notamment en ce qui concerne les frais de personnel et les frais de fonctionnement. A cet égard, la Société philharmonique n'est hélas pas la seule à poser problème.

Evoquant l'avenir, le ministre écrivait au Président de la Société Philharmonique le 4 août dernier : « Je crois indispensable un rapprochement de la Société Philharmonique de Bruxelles avec les deux institutions avec lesquelles elle se doit de travailler : le Palais des Beaux-Arts et l'Orchestre national de Belgique.

Les synergies qui devraient être mises en place me paraissent de nature à permettre de trouver des solutions aux problèmes qui se posent aujourd'hui à la Société Philharmonique ».

begroting 1993 de inkomsten uit de sponsoring en het mecenaat waarschijnlijk onderschat, wat onvermijdelijk voor een nieuw tekort zal zorgen. »

Op 13 juli jongstleden, bij de bespreking van de begroting 1993 in de Kamercommissie, heeft de heer De Clerck vragen gesteld betreffende de overdracht van de tien miljoen van de FVB naar het PSK en het NOB; de minister heeft toen onderstreept dat de maatregel « een echte dialoog en een betere informatie over de werking van deze intermediaire organisaties (zou) moeten toelaten ».

Er is met zijn departement een dialoog aangeknoopt en die duurt voort, wat de heer De Bandt ook moge beweren. De minister zelf heeft de heer De Bandt tweemaal ontmoet en zijn adjunct-kabinetschef heeft hem in een tijdspanne van anderhalf jaar maar liefst 8 keer ontvangen.

Die echte dialoog kwam er evenwel niet met de twee culturele instellingen waarmee de Filharmonische Vereniging moest handelen.

De regeringscommissaris bij het Paleis voor Schone Kunsten stelt als conclusie van zijn nota van 20 december 1993 immers het volgende : « Wellicht heeft de Filharmonische Vereniging met zware financiële problemen te kampen ten gevolge van de ingekrompen Rijkssubsidie, maar ik moet niettemin aanstippen dat op de talloze concrete vragen tot samenwerking enkel een misprijzend stilzwijgen is gevolgd vanwege de Vereniging.

Ook de houding van meester De Bandt en de heer Dujardin ten opzichte van de onafgebroken zoektocht naar sponsors kan alleen als misprijzend worden omschreven ».

Voorts voegt de minister daaraan toe dat het volgens hem niet alleen tegen het staatsbelang maar ook tegen het algemeen belang indruist dat door de samenleving flink gesubsidieerde openbare instellingen waarop weliswaar een normaal toezicht moet worden uitgeoefend, uiteindelijk zouden afhangen van particuliere organisaties die als impresario en tussenpersoon optreden, onder de dekmantel van een vzw-structuur waardoor het bestuur ervan feitelijk ondoorzichtig wordt.

In dit verband is transparantie geboden, net als in andere aangelegenheden. Dat geldt met name voor de personeels- en werkingskosten. Op dat punt rijzen jammer genoeg niet alleen bij de Filharmonische Vereniging moeilijkheden.

In een brief van 4 augustus 1993 aan de voorzitter van de Filharmonische Vereniging had de minister het over de toekomst. Hij schreef dat « de Filharmonische Vereniging van Brussel nauwer moet aanleunen bij de twee instellingen waarmee ze hoort samen te werken, met name het Paleis voor Schone Kunsten en het Nationaal Orkest van België.

De samenwerking die tot stand zou moeten komen bieden volgens mij perspectieven om oplossingen te vinden voor de problemen waarmee de Filharmonische Vereniging thans heeft af te rekenen ».

Aujourd'hui, le ministre n'a pas changé d'avis. Dans le budget 1994, il a continué — malgré la pression budgétaire — à renforcer le Palais des Beaux-Arts — dont la subvention passe de 116,2 à 119,5 millions de francs — et l'Orchestre national — qui recevra 210,2 millions de francs, soit une augmentation de 10,1 millions de francs. De ce fait, pour la troisième année consécutive, il assumera la croissance des dépenses destinées à soutenir l'activité musicale des institutions culturelles. De plus, dans le même temps, ces institutions seront budgétairement en mesure d'apporter à la Société Philharmonique les moyens nécessaires à remplir des missions précises, dans le cadre de conventions négociées et valorisées avec clarté.

Dès lors, il apparaît clairement que l'avenir de la Société Philharmonique n'appartient qu'à elle seule, comme elle est seule responsable de sa situation actuelle.

Le ministre n'a pas l'intention de modifier la politique qu'il poursuit, et qui consiste à favoriser les institutions culturelles fondamentales dont il a la charge, en l'occurrence, l'Orchestre national de Belgique et le Palais des Beaux-Arts.

Il est bien possible que ceux-ci aient besoin d'un intermédiaire pour valoriser leurs activités : en ce cas, il est normal que ces institutions rémunèrent les services rendus, et qu'ils le fassent en fonction de la valeur réelle des services.

Ou la Société Philharmonique rendra des services de ce type, et il est normal qu'elle soit rémunérée pour ce faire, ou elle doit trouver d'autres sources de financement, à condition bien entendu que ces sources ne soient cherchées ni trouvées au détriment direct de l'Orchestre et du Palais.

Le ministre admet aussi qu'une période de transition puisse être nécessaire. Il est prêt à en tenir compte, mais il ne le fera que si des conditions de contrôle financier assurant la transparence indispensable soit enfin créées.

Si par contre, la Société Philharmonique ne se décide pas à concrétiser un accord avec le PBA et l'ONB, il resterait à ces institutions à chercher un ou des autres partenaires ou à trouver des solutions internes dans le cadre de leur budget, et à la Société Philharmonique d'assumer les conséquences de sa décision.

II. — REPLIQUES

M. De Clerck constate qu'en ce qui concerne la Société philharmonique, le ministre est manifestement disposé à poursuivre la concertation et qu'il a en outre reconnu qu'une période transitoire était indispensable.

De minister is vandaag niet van mening veranderd. In het kader van de begroting 1994 heeft hij, ondanks de budgettaire druk, de positie versterkt zowel van het Paleis voor Schone Kunsten, waarvan de subsidies van 116,2 miljoen tot 119,5 miljoen frank stijgen, als van het Nationaal Orkest van België, dat 210,2 miljoen frank (een verhoging met 10,1 miljoen frank) ontvangt. Voor het derde opeenvolgende jaar zullen de uitgaven ter ondersteuning van de muzikale activiteiten van de culturele instellingen door zijn toedoen toenemen. Bovendien zullen deze instellingen uit een budgettair oogpunt in staat worden gesteld de Filharmonische Vereniging de nodige middelen te verschaffen om in het kader van duidelijke en in onderling overleg tot stand gekomen overeenkomsten specifieke taken te vervullen.

Het is dan ook duidelijk dat de Filharmonische Vereniging haar toekomst in eigen handen heeft, aangezien alleen zij verantwoordelijk is voor de situatie waarin zij zich bevindt.

De minister is niet voornemens zijn beleid te wijzigen, en zal dus zoals in het verleden de fundamentele culturele instellingen die onder zijn bevoegdheid vallen, met name het Nationaal Orkest van België en het Paleis voor Schone Kunsten, bevorderen.

Deze instellingen hebben wellicht nood aan een tussenpersoon die hun activiteiten naar buiten brengt. Het is dan ook normaal dat ze voor de geleverde diensten een vergoeding betalen die in verhouding tot de werkelijke prijs van die dienstverlening staat.

De Filharmonische Vereniging kan dergelijke diensten verlenen en het is normaal dat ze in dat geval daarvoor vergoed wordt. Zo niet moet ze op zoek gaan naar andere financieringsbronnen, met dien verstande dat zulks niet rechtstreeks ten koste gaat van het NOB of het PSK.

De minister erkent tevens dat in een overgangsperiode moet worden voorzien. Hij is bereid met dit aspect rekening te houden, maar alleen wanneer er ten langen leste voor gezorgd wordt dat financieel toezicht kan worden uitgeoefend en aldus de nodige doorzichtigheid tot stand wordt gebracht.

Mocht de Filharmonische Vereniging evenwel besluiten om geen overeenkomst met het PSK en het Nationaal Orkest te sluiten, dan moeten deze instellingen op zoek gaan naar andere partners of binnen hun budgettaire grenzen een interne oplossing vinden. De Filharmonische Vereniging moet dan haar zijds de gevolgen van haar beslissing dragen.

II. — REPLIEKEN

De heer De Clerck stelt vast dat de minister blijkbaar bereid is tot verdergaand overleg en dat hij bovendien de wenselijkheid van een overgangsperiode erkent. In die context dringt hij nogmaals aan op een grondig debat, op korte termijn, over de toekomst van de biculturele instellingen.

Dans ces conditions, l'intervenant insiste une nouvelle fois pour qu'un débat de fond soit consacré prochainement à l'avenir des institutions biculturelles. Il souhaiterait en outre que le ministre s'engage plus concrètement quant à la période transitoire. Il insiste par ailleurs auprès du ministre pour qu'il prenne clairement position en ce qui concerne sa proposition de loi relative aux institutions culturelles fédérales (Doc. n° 1085/1).

Le ministre renvoie à la réponse circonstanciée qu'il a fournie en ce qui concerne la Société philharmonique. Depuis lors, le ministre a déjà cherché des sources de financement supplémentaires pour la Société philharmonique. C'est ainsi que la Loterie nationale serait quand même disposée à mettre à disposition un montant de 6 millions de francs, et éventuellement même un montant plus élevé. Entre-temps, le ministre a reçu de la Société une lettre dans laquelle celle-ci déclare accepter les conditions prévues.

Le ministre retrace ensuite succinctement les faits. Il est arrivé au département en mars 1992, de sorte qu'il a hérité du budget 1992 de son prédécesseur. Il a été signalé, dès le mois de mai 1992, que la Société allait accuser un déficit de 20 millions de francs.

La formation du gouvernement était en outre placée très explicitement sous le signe de l'assainissement des finances publiques. L'année suivante, le déficit avait déjà atteint 30 à 35 millions de francs (sur un budget global de quelque 100 millions). En 1993, après une série de contacts avec la Société, le ministre a vivement insisté pour que les conditions qu'il avait posées soient respectées et a proposé à la Chambre et au Sénat de réduire les crédits. Une année s'est encore écoulée dans l'intervalle, au cours de laquelle toute une série de contacts ont été pris avec la Société (le ministre renvoie à son exposé, ci-dessus). Le gouvernement a alors décidé de proposer une nouvelle réduction des crédits. Le ministre tient à préciser à cet égard qu'il ne peut souscrire à l'opinion assez répandue selon laquelle une association privée aurait le droit d'être subventionnée. Le ministre n'est nullement opposé à ce que la Société philharmonique existe en tant qu'association, mais cette existence ne peut nuire aux institutions biculturelles.

En ce qui concerne le débat sur l'avenir des institutions biculturelles qui a été annoncé, le ministre a effectivement promis que celui-ci se tiendrait avant fin 1993. Il s'est avéré au fil du temps que ce calendrier ne pouvait être respecté, surtout en raison des obligations découlant de la présidence belge de la Communauté européenne. A présent que cette présidence est achevée, le ministre se fixe deux priorités : d'une part, l'avenir des institutions culturelles et, d'autre part, le lancement du Conseil fédéral de la Politique scientifique. En ce qui concerne la première priorité, le ministre est disposé à entamer le débat sur la base de la proposition de loi précitée de M. De Clerck (Doc. n° 1085/1).

Bovendien wenst hij meer concrete verbintenissen vanwege de minister inzake de overgangperiode. Daarnaast dringt hij aan op een duidelijk standpunt van de minister met betrekking tot zijn wetsvoorstel betreffende de federale culturele instellingen (n° 1085/1).

De minister verwijst naar zijn uitgebreide antwoord met betrekking tot de Filharmonische Vereniging. Ondertussen heeft de minister reeds gezocht naar bijkomende financieringsbronnen ten voordele van de Filharmonische Vereniging. Zo zou de Nationale Loterij toch bereid zijn een bedrag van 6 miljoen frank — en eventueel zelfs meer — ter beschikking te stellen. Ondertussen heeft de minister vanwege de Vereniging een schrijven ontvangen waarin deze laatste de door hem gestelde voorwaarden aanvaardt.

Vervolgens gaat de minister nog kort in op de feiten. In maart 1992 kwam hij op het departement zodat hij de begroting 1992 erfde van zijn voorganger. Reeds in mei 1992 werd gesignaleerd dat de Vereniging een deficit tegemoetging van 20 miljoen frank.

Bovendien stond de vorming van de Regering zeer expliciet in het teken van de sanering van de openbare financiën. Het jaar daarop was het deficit reeds opgelopen tot 30 à 35 miljoen frank (voor een totale « omzet » van ongeveer 100 miljoen frank). In 1993, na een serie contacten met de Vereniging, drong de minister er sterk op aan dat de door hem gestelde voorwaarden zouden worden nageleefd en stelde de minister aan Kamer en Senaat voor de kredieten te verminderen. Ondertussen is nog een jaar verstreken waarbinnen allerlei contacten met de Vereniging plaats hadden (de minister verwijst naar zijn exposé supra). De Regering heeft dan besloten een nieuwe vermindering van de kredieten voor te stellen. In deze context wenst de minister te verduidelijken dat hij het niet eens is met de — tamelijk verspreide — opvatting dat een privévereniging recht zou hebben op een subsidie. De minister heeft hoegenaamd niks tegen het bestaan van de Filharmonische Vereniging, maar dit mag niet gaan ten koste van de begroting voor de biculturele instellingen.

Wat het aangekondigde debat over de toekomst van de biculturele instellingen aangaat, heeft de minister inderdaad beloofd dit voor eind 1993 te laten plaatshebben. Geleidelijk is gebleken dat dit tijdstip niet haalbaar was, vooral omwille van de verplichtingen voortvloeiend uit het Belgisch voorzitterschap van de EU. Nu dit laatste is afgelopen, stelt de minister zich twee prioriteiten : enerzijds de toekomst van de culturele instellingen, anderzijds het opstarten van de Federale Raad voor Wetenschapsbeleid. Wat de eerste prioriteit aangaat is de minister bereid het debat aan te vatten op basis van voornoemd wetsvoorstel van de heer De Clerck (n° 1085/1).

M. Deswaene tient également à souligner que l'avenir des institutions biculturelles constitue un problème très important, sur lequel il y a lieu de se pencher très rapidement, sans quoi la situation sera encore plus catastrophique en 1995. La proposition de loi précitée pourrait constituer à cet égard une excellente base de discussion.

Mme Corbisier-Hagon retient de la réponse du ministre un certain nombre d'éléments, parmi lesquels elle souligne en particulier le fait qu'il accepte le principe d'une période transitoire au cours de laquelle sera organisée une concertation qui ira de pair avec un contrôle financier strict. L'intervenante préconise également l'organisation, sur la base de l'ensemble des travaux de la Commission, d'un débat général sur l'avenir des institutions concernées. Elle insiste cependant sur le caractère de conformité entre le budget administratif et le budget dont doit attester la Commission : c'est le seul but de la motion.

*
* *

M. De Clerck annonce qu'il suivra l'évolution de ce problème, d'autant que des discussions auront lieu, sous les auspices du ministre, entre l'ONB et le PBA, d'une part, et la Société philharmonique d'autre part, afin d'aboutir à une solution satisfaisante sur le plan financier.

Il estime que les subsides devraient pouvoir être tenus à la hausse à l'occasion du contrôle budgétaire. Le budget concerné devrait permettre une telle augmentation, étant donné que les deux instituts royaux, pour lesquels des crédits de 93,2 millions ont été prévus, n'ont pas encore été mis sur pied.

*
* *

IV. — MOTION MOTIVEE

La Commission adopte, par 10 voix contre 3 et 1 abstention, la proposition de motion motivée ci-après constatant que le budget administratif des Services du Premier Ministre (Secteurs Politique scientifique, Education et Institutions scientifiques et culturelles nationales) est conforme au contenu et aux objectifs du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994.

Le Rapporteur,

H. CANDRIES

Le Président,

D. DUCARME

De heer Deswaene wenst eveneens te benadrukken dat de toekomst van de biculturele instellingen een zeer belangrijk probleem vormt, dat op korte termijn dient aangepakt, zo niet zal de situatie in 1995 nog catastrofaler zijn. Hierbij kan voornoemd wetsvoorstel een goed uitgangspunt vormen.

Mevrouw Corbisier-Hagon onthoudt een aantal elementen uit het antwoord van de minister. Het gaat hierbij vooral om het aanvaarden van een overgangperiode, waarbinnen verder overleg zal plaatsvinden, gepaard aan een strikte financiële controle. Zij is ook voorstander van een algemeen debat over de toekomst van de betrokken instellingen dat kan worden georganiseerd in functie van de totale werkzaamheden van de Commissie. Zij legt evenwel de nadruk op het feit dat de Commissie moet bevestigen dat de administratieve begroting in overeenstemming is met de algemene uitgavenbegroting : dat is het enige doel van de motie.

*
* *

De heer De Clerck wenst deze problematiek verder op te volgen, nota nemend van het feit dat onder auspiciën van de minister gesprekken zullen worden gevoerd tussen NOB en PSK enerzijds en de Filharmonische Vereniging anderzijds om tot een financieel bevredigende oplossing te komen.

Hij meent dat naar aanleiding van de budgetcontrole het mogelijk moet zijn de subsidie opnieuw te verhogen. Binnen de betrokken begroting is er ruimte, gelet op het feit dat de 2 Koninklijke Instituten, waarvoor in een krediet van 93,2 miljoen is voorzien, nog niet opgericht zijn.

*
* *

IV. — GEMOTIVEERDE MOTIE

Een voorstel van gemotiveerde motie waarvan de tekst hierna volgt en waarin wordt vastgesteld dat de administratieve begroting van de Diensten van de Eerste Minister (Sectoren Wetenschapsbeleid, Onderwijs en Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen) in overeenstemming is met de inhoud en de doelstellingen van het ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994, wordt aangenomen met 8 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

De Rapporteur,

H. CANDRIES

De Voorzitter,

D. DUCARME

PROPOSITION DE MOTION MOTIVEE
ADOPTÉE PAR LA COMMISSION

« La Chambre,

Vu les articles 12 et 14 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat (Moniteur belge du 21 août 1991),

Vu également les articles 74, n^{os} 8 et 9, et 81 du Règlement de la Chambre.

Vu enfin le projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994, adopté le 10 novembre 1993 par la Chambre et le 23 décembre 1993 par le Sénat.

1) *Constate* que le budget administratif des Services du Premier Ministre (Secteurs Politique scientifique, Education et Institutions scientifiques et culturelles nationales) pour l'année budgétaire 1994, qui a été transmis, est composé de *tableaux d'allocations de base*, ainsi que le prévoient les lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat;

2) *Constate par ailleurs* que dans sa lettre du 3 décembre 1993, la *Cour des comptes* fait savoir qu'elle n'a pas d'observations fondamentales à formuler à propos de la conformité de ce budget administratif avec le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994.

*
* *

Déclare que ce budget administratif est conforme au contenu et aux objectifs du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994 ».

VOORSTEL VAN GEMOTIVEERDE MOTIE
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

« De Kamer,

Gelet op de artikelen 12 en 14 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (Belgisch Staatsblad van 21 augustus 1991),

Mede gelet op de artikelen 74, n^{rs} 8 en 9, en 81 van het Reglement van de Kamer,

Gelet ten slotte op het ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994, dat op 10 november 1993 door de Kamer en op 23 december 1993 door de Senaat werd goedgekeurd :

1) *Stelt vast* dat de overgezonden administratieve begroting van de diensten van de Eerste Minister (Sectoren Wetenschapsbeleid, Onderwijs en Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen) voor het begrotingsjaar 1994 bestaat uit *tabellen van de basisallocaties*, zoals door de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit is voorgeschreven;

2) *Stelt tevens vast* dat het *Rekenhof*, bij brief van 3 december 1993, meldt dat het *geen fundamentele opmerkingen heeft inzake de overeenstemming* van deze administratieve begroting met de *algemene uitgavenbegroting* voor het begrotingsjaar 1994.

*
* *

Verklaart dat deze administratieve begroting in overeenstemming is met de inhoud en de doelstellingen van het ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994 ».